

Fue promulgada la ley sobre desaparecidos

En el Boletín Oficial se dio conocer ayer el texto de la ley 22.068 por la que "podrá declararse el fallecimiento presunto de la persona cuya desaparición del lugar de su domicilio o residencia, sin que de ella se tenga noticias, hubiese sido fehacientemente denunciada entre el 6 de noviembre de 1974, fecha de declaración del estado de sitio por decreto N° 1.368/74 y la fecha de promulgación" de esta nueva norma legal, hecho éste ocurrido anteaayer.

Dicha declaración podrá ser decretada por el juez federal que corresponda a la jurisdicción del último domicilio de la persona desaparecida, según dispone la ley, dictada el 6 del corriente y difundida por el medio oficial. El texto completo de la disposición es el siguiente:

Artículo 1º: Podrá declararse el fallecimiento presunto de la persona cuya desaparición del lugar de su domicilio o residencia, sin que de ella se tenga noticias, hubiese sido fehacientemente denunciada entre el 6 de noviembre de 1974, fecha de declaración del estado de sitio por decreto número 1.368/74 y la fecha de promulgación de la presente.

Artículo 2º: La declaración de fallecimiento presunto prevista en esta ley será decretada por el juez federal del último domicilio o residencia del desaparecido. En la Capital Federal será competente el juez nacional en lo Federal, en lo Civil y en lo Comercial. Podrá ser promovido por el cónyuge por cualquiera de los parientes por consanguinidad o afinidad hasta el cuarto grado o por el Estado Nacional a través del Ministerio Público de la jurisdicción respectiva. La acción es privativa de cada legitimado y podrá ejercerse a pesar de la oposición de otros titulares.

Artículo 3º: El procedimiento no tendrá, en caso alguno, carácter contencioso, ajustándose a lo establecido en la presente ley.

Artículo 4º: En todos los casos la solicitud de declaración de fallecimiento deberá serular el organismo oficial ante el cual se presentó la denuncia de la desaparición y la fecha de tal acto.

Artículo 5º: Al recibir el pedido de declaración, el juez requerirá del organismo ante el cual se hubiera formulado la denuncia información sobre la veracidad formal de tal acto y la fecha de su presentación, y ordenada en su caso la publicación de edictos por cinco días sucesivos en dos periódicos de mayor difusión de la localidad respectiva y en el Boletín Oficial, citando al desaparecido.

Art. 6º: Transcurridos noventa días contados desde la publicación de los edictos, lapso durante el cual el juez requerirá de oficio información del Ministerio del Interior sobre ex noticias o diligencias vinculadas con la desaparición denunciada, y si resultaran dadas negativas de su de parte, también de oficio, el fallecimiento presuntivo se fijará como fecha del deceso el día de la demanda y dispondrá la inscripción de la sentencia en el organismo oficial que en cada jurisdicción reemplaza el estado civil y capacidad de las personas.

Art. 7º: Los efectos civiles de la declaración de fallecimiento presuntivo en la presente ley serán los establecidos en los artículos 28 al 32 de la ley 14393

(de subsidios a familiares de las desaparecidas).

Art. 8º: A pedido del interesado se expedirá testimonio de la sentencia para su presentación ante quien corresponda.

Senadores franceses

El ex presidente de la Nación doctor Arturo Frondizi dialogó ayer extensamente con miembros de la delegación de parlamentarios franceses que, desde el domingo pasado, visitan la Argentina.

El contacto de los legisladores franceses con el doctor Frondizi forma parte de un programa de contactos con figuras destacadas del mundo político, económico y cultural de nuestro país, según dijeron fuentes diplomáticas consultadas anoche.

La delegación está presidida por el senador Adolphe Chauvin, y está compuesta por sus colegas Jacques Schmidt, Jacques Bracconier, Charles Laderouan, Jean Mezard, Josey Moinet y Pierre Teitinger.

8

Le Monde
14/15

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Trois anciennes détenues argentines racontent leur « voyage au bout de l'horreur »

La Commission argentine des droits de l'homme (CADHU) (1) a tenu une conférence de presse à Paris, vendredi 12 octobre. La nature des témoignages présentés, l'itinéraire des protagonistes, ne rappelaient rien de ce qu'un observateur des soubresauts du sous-continent latino-américain est pourtant accoutumé d'entendre en matière d'horreur. Les intervenants eux-mêmes ne voyaient qu'une seule référence possible à l'expérience qu'ils venaient de vivre : « l'enfer ». Le cadre de la réunion — une salle de l'Assemblée nationale, mise à la disposition de la CADHU par l'intergroupe parlementaire sur les droits de l'homme que préside M. Bernard Stasi, député U.D.F., vice-président de l'Assemblée — ajoutait au surréalisme.

Trois jeunes femmes, Mmes Maria Alicia Milia de Pirlas, Sara Solarz de Osatinsky et Ana Maria Marti, rendaient compte du « voyage au bout de l'horreur » qu'elles avaient fait à l'école des mécaniciens de la marine — un local militaire situé en plein centre de Buenos-Aires, à deux pas du grand stade de la capitale, — qui servit, comme tous les observateurs en poste dans le pays, diplomates, journalistes, le savent, de centre de détention et de torture aux pires jours de la répression.

Elles y ont passé près de deux ans, du printemps 1977 à l'hiver 1978-1979. Elles font partie d'un petit groupe de détenus — soixante-dix, estiment-elles — qui ont échappé au sort des quelque cinq mille personnes qui ont, à un moment ou l'autre, été amenées à l'ESMA, après avoir été enlevées par des commandos paramilitaires : la mort.

Comment ces trois femmes — péronistes et parentes de péronistes persécutés — ont-elles échappé au funeste destin de leurs compagnons ? C'est que, expliquent-elles, leurs tortionnaires avaient entrepris de « retourner » un certain nombre de détenus, militants connus, à des fins politiques tortueuses. L'amiral Emilio Massera, alors commandant en chef de la marine et membre de la junte de gouvernement, nourrissait déjà l'ambition de se lancer, une fois revenu à la vie civile, dans une carrière présidentielle. Or, en Argentine, une telle entreprise est sans espoir si l'on n'a pas, au moins, l'aval, des péronistes. L'amiral espérait donc que ces militants « retournés » seraient ses « chevaux de Troie »... Machiavélique ou enfantin, ce plan avait bien un commencement d'existence : l'officier se flattait même que sa protection personnelle soit assurée par des péronistes « convertis ».

Les prisonniers sélectionnés pour la besogne, ont expliqué les trois femmes argentines, ont fait l'objet, après des mois de tortures, d'un traitement progressivement amélioré, tandis qu'ils subissaient un « lavage de cerveau ». Une équipe de spécialistes des sciences humaines prêtait son concours à cette entreprise. Soixante-dix

personnes auraient été remises en liberté dans ces conditions.

Certaines d'entre elles ont indiqué Mmes Milia, Solarz et Marti, ont décidé, une fois élargies, de constituer une sorte de « mémorial » de ce que fut la « vie », à l'école supérieure de la marine de Buenos-Aires, pour des milliers de détenus. Leur témoignage constitue un document d'une centaine de pages, diffusé par la CADHU.

Il comporte notamment : des plans assez détaillés des installations de l'ESMA ; une liste d'officiers membres du « groupe d'action » de la marine, auteurs des enlèvements et responsables des interrogatoires de prisonniers — parmi eux figure un capitaine de corvette, Enrique Yon, qui serait actuellement en poste à Paris ; une liste, évidemment non exhaustive, des détenues qui sont passées par les lieux de détention et de torture de la *Mecanica* ; et des témoignages sur certains détenus.

Parmi ceux-ci, il en est un qui devrait avoir un certain retentissement en France : il concerne Alice Domont et Léonie Duquet, les deux religieuses enlevées en décembre 1977 à Buenos-Aires, en compagnie de douze parents de disparus, et qui n'ont jamais plus réapparu depuis.

Deux des témoins, Mmes Milia et Marti, ont déclaré avoir pu leur parler durant leur détention. Les religieuses avaient elles aussi, été torturées. L'une d'elles, sœur Alice, avait dû se prêter à une mise en scène tendant à faire croire que leur enlèvement avait été le fait de guérilleros péronistes montoneros. Selon les témoins, les deux religieuses auraient, comme tant d'autres, été « transférées » — c'est-à-dire noyées dans le rio de La Plata.

Le défenseur des familles de disparus et prisonniers français en Argentine, M^e Miquel, indiqua, au cours de la conférence de presse, que l'amiral Massera, reçu à l'Elysée en 1978 à sa demande, avait reconnu devant M. Giscard d'Estaing la responsabilité de la marine argentine dans l'assassinat de sœurs Léonie et Alice, ainsi que dans celui d'un autre français « disparu », M. Robert Boudet. L'amiral français en retraite Antoine Sanguinetti, également présent à la conférence de presse, rappela, de son côté, que l'amiral Massera avait reconnu devant lui la réalité des sévices commis en Argentine — en rejetant pourtant la responsabilité sur l'armée de terre.

Les trois militantes péronistes ont conclu leur intervention en affirmant que les monstruosité pratiquées à l'ESMA ne pouvaient pas avoir été ignorées des responsables de l'Etat, à commencer par le général Videla, président de la République. Elles ont appelé à un boycottage de l'Argentine par la France et les pays européens.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) CADHU, 61, rue Meslay, 75003 Paris.

10

Opinión de CRA sobre los derechos humanos

La Confederación de Asociaciones Rurales Argentinas (CRA) solicitó audiencia a los miembros de la CIDH a fin de transmitirles "con objetividad, la situación vivida y que se vive en el país" ante lo que considera una "campana de difamación instrumentada desde el exterior" contra la Argentina.

"Las medidas de excepción van desapareciendo" y "reinan la tranquilidad y el orden", y "se rescató el fundamento positivo para la concreción de un trabajo fecundo", sostiene la CRA.

Por tal motivo, indica la entidad ruralista en su mensaje a la CIDH que "el tema de los derechos humanos no puede ser tratado en forma aislada dentro del contexto de la realidad vivida, en la que corrieron riesgo de sucumbir los propios basamentos de nuestra República".

Añade la CRA, luego de señalar su apoyo al gobierno, que "superadas las instancias cruciales de la lucha contra el terrorismo, el país busca consolidar los logros obtenidos, volviendo a su cauce normal".

◆ Industriales

La Asociación de Industriales Metalúrgicos de Rosario manifestó su "incommovible adhesión al estado de derecho y a la plena vigencia de las garantías constitucionales en materia de seguridad de las personas", al tiempo que expresó su "enérgico repudio" a quienes "pretenden mostrar al mundo una Argentina convertida en un gigantesco campo de concentración".

"El monopolio de la fuerza debe ejercerlo el Estado" y "los delincuentes deben ser puestos en manos de la justicia para aplicarles el rigor que corresponde", agrega la Asociación en un comunicado.

Señala asimismo que aplaudimos la libertad pero en el marco del respeto mutuo" e indica que "también queremos señalar que aquellos que en más de un caso peticionan por la violación de los derechos humanos son por una parte los que no vacilaron en trasgredirlos en la búsqueda de instaurar formas sociales de la denominada 'dictadura del proletariado'."

◆ Tucumán

"Con motivo de la presencia en nuestro país de los señores representantes de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos" la Sociedad Rural de Tucumán señala que "no olvidamos los aciagos años en que vivimos amenazados y atacados por el terrorismo internacional", en tanto agrega en una solicitada publicada ayer en un diario de esa ciudad

que "los argentinos logramos ganar la paz, viviendo en libertad y trabajo, con la esperanza puesta en el promisorio futuro que el país ofrece".

◆ Zardini

El ex decano de la Facultad de Ciencias Exactas de la Universidad de Buenos Aires, y actual director del Departamento de Geología de esa casa de estudios, Raúl Zardini, respalda en una declaración difundida ayer la acción contra la subversión que han emprendido las Fuer-

zas Armadas afirmando que "son justas sus luchas y sus métodos".

El Sindicato Mecánico y Afines del Transporte Automotor de Corrientes manifestó a la CIDH que

"no aceptamos injerencia extranjera alguna si se pretende desvirtuar nuestra realidad de paz, orden y libertad" en tanto agregó que "aún nos duele a todos los argentinos en

absoluta mayoría, la sangrienta y cobarde agresión marxista de que fuimos objeto ante la imposibilidad de doblegar nuestra voluntad de hombres libres".

LA RAZÓN

14-9-79

Por su parte la Asociación de Confederaciones Rurales Argentinas (CRA) solicitó una entrevista a los miembros de la Comisión para "colaborar en la campaña de esclarecimiento", como en otras oportunidades, "señalando con objetividad la situación vivida y que se vive en el país, frente a la campaña de difamación orquestada desde el exterior". La entidad reitera su apoyo al gobierno militar y expresa que el tema de los derechos humanos "no puede ser tratado en forma aislada, sino en el contexto de la realidad vivida".

LA PRENSA 14-9-79

De Confederaciones Rurales Argentinas

Confederaciones Rurales Argentinas (CRA) solicitó audiencia a los miembros de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos (CIDH) a fin de señalarle con objetividad la situación vivida y que se vive en el país frente a la campaña difamatoria instrumentada desde el exterior.

Sostiene CRA en su petitorio que "las medidas de excepción van desapareciendo y que reinan la tranquilidad y el orden", además que "se rescató el fundamento posi-

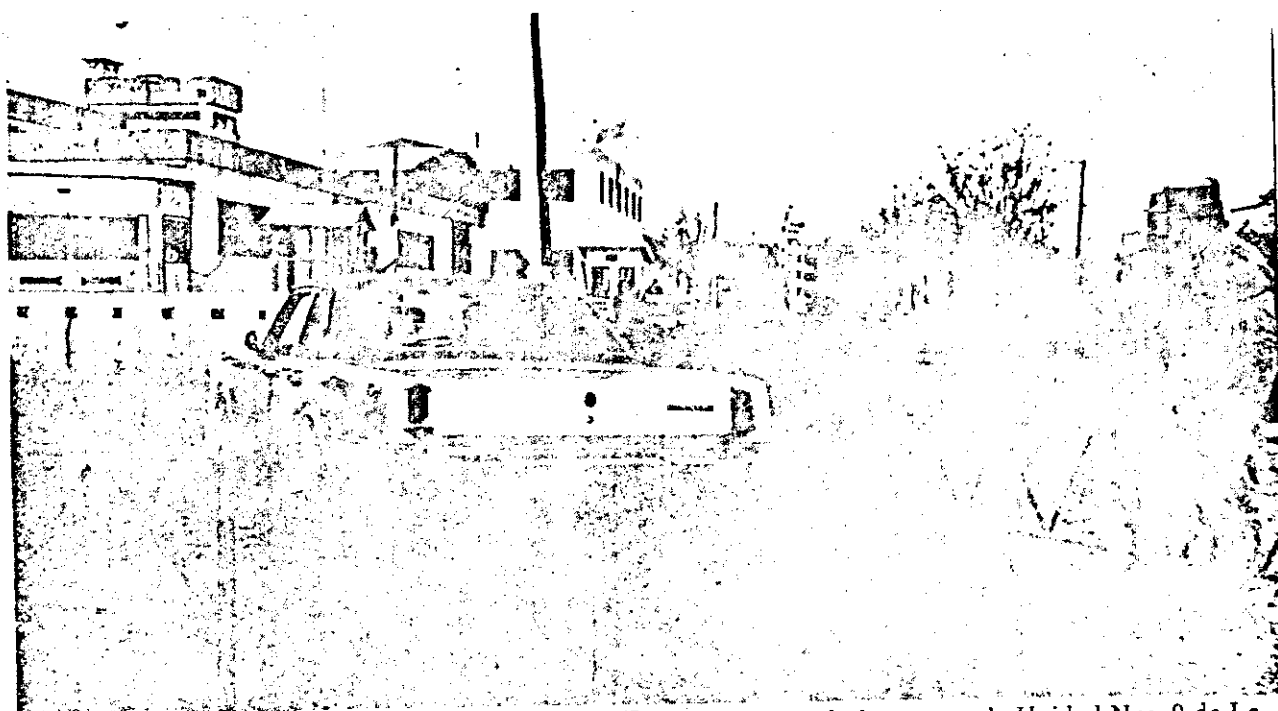
vo para la concreción de un trabajo fecundo". Agrega que "es por ello que el tema de los derechos humanos no puede ser tratado en forma aislada sino dentro del contexto de la realidad vivida, en la que corrieron riesgo de sucumbir los propios basamentos de nuestra República".

Tras señalar su apoyo al gobierno de las Fuerzas Armadas, dice CRA en su mensaje a la CIDH que se lleva adelante el Proceso de Reorganización Nacional "en el cual están todos los sectores comprometidos y que superadas las instancias cruciales de la lucha contra el terrorismo, el país busca consolidar los logros obtenidos, volviendo a su cauce normal".

LA R. 14-9-79

El ex-decano de la Facultad de Ciencias Exactas de la UNBA y actual director del departamento de Geología de esa casa de estudios, doctor Raúl Zardini, afirma en un documento público que "los que dicen que los métodos usados para erradicar la subversión no fueron los correctos, son los representantes del mismo sistema que los fomen-

tó y toleró". Por ello —agrega—, "debemos preferir la moral de las FF.AA., depositarias de la soberanía interior y exterior". Pero ellas no son algo abstracto —concluye Zardini—, "son el pueblo de la patria, por eso son justas sus luchas y sus métodos".



El automóvil que conduce a miembros de la CIDH en momentos de ingresar a la Unidad Nro. 9 de La Plata.

SE CUMPLIO LA VISITA A LA CARCEL DE RAWSON

TRELEW, (Chubut).— Una visita de poco más de seis horas hizo a esta provincia un grupo de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) para interiorizarse de la situación de los detenidos en la unidad carcelaria número 6, de Rawson, distante 20 kilómetros de aquí.

La delegación de la CIDH llegó a las 11.25 al aeropuerto "Almirante Zar", encabezado por el titular de ese organismo, Andrés Aguilar, e integrado por los asesores Velazco Clark y Paz Bernica, quienes se negaron a formular declaraciones a los periodistas que los aguardaban.

Estaba prevista, también, la llegada del norteamericano Thomas Farer, quien no viajó por un cambio de programa de último momento, ya que integró otro subgrupo de la CIDH que visitó unidades carcelarias de la ciudad de La Plata, la capital de la provincia de Buenos Aires.

En el aeropuerto, fueron recibidos por el ministro de Gobierno, Educación y

Justicia, capitán de navío (RE) Jorge Suárez; por el jefe de la Policía provincial, coronel Hector Schillagi, y por el secretario de Información Pública y Turismo, Aldo Proietto, con quienes se trasladaron a Rawson.

A las 12.05 llegaron a la unidad carcelaria número seis, donde las autoridades del penal informaron al periodismo que los integrantes de la CIDH no iban a formular declaraciones, que almorzarían en el lugar y que tenían el propósito de abordar el vuelo de las 18 que los retornaría a la capital federal.

RURALISTAS

La Confederación de Asociaciones Rurales Argentinas (CRA) solicitó audiencia a los miembros de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos (CIDH) a fin de señalarle "con objetividad la situación vivida y que se vive el país" frente a la "campana del

difamación instrumentada desde el exterior".

Sostiene CRA en su petitorio que "las medidas de excepción van desapareciendo" y que "reinan la tranquilidad y el orden", además de que "se reavató el fundamento positivo para la concreción de un trabajo fecundo".

Agrega que "es por ello que el tema de los Derechos Humanos no puede ser tratado en forma aislada sino dentro del contexto de la realidad vivida, en la que corrieron riesgo de sucumbir los propios fundamentos de nuestra república".

Tras señalar su apoyo al gobierno de las Fuerzas Armadas, dice la CRA en su mensaje a la CIDH que se lleva adelante el proceso de reorganización nacional "en el cual están todos los sectores comprometidos", y añade que "superadas las instancias cruciales de la lucha contra el terrorismo, el país busca consolidar los logros obtenidos, volviendo a su cauce normal".

PRONUNCIAMIENTOS:

Mientras tanto, las Confederaciones Rurales Argentinas (CRA) solicitaron audiencia a los miembros de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos (CIDH) a fin de señalarle "con objetividad la situación vivida y que se vive el país" frente a la "campana del difamación instrumentada desde el exterior".

Opinión 14-9-79

Termina mañana en el país la recepción de denuncias

En tanto los miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos cumplieron ayer diversas tareas en La Plata, Córdoba y Rawson (Chubut), continuó la recepción de denuncias de supuestas violaciones en

el local donde la CIDH viene trabajando en la Capital Federal, como única actividad en esta ciudad.

Como se informa por separado, la Comisión reanuda hoy sus contactos en Buenos Aires manteniendo entrevistas con diversas entidades empresarias, entre otras, por lo cual la jornada de la víspera constituyó una excepción al programa que viene cumpliendo la entidad de la OEA desde su llegada al país, el jueves último.

Cabe recordar que las

denuncias dejarán de recibirse mañana, sábado, debido a que los miembros de la CIDH desean efectuar una evaluación de las mismas a partir de entonces y hasta la fecha prevista para poner término a sus tareas en la Argentina, el jueves próximo.

Tal como viene sucediendo en los últimos días, la afluencia de denunciantes continúa originando filas ante la sede de la OEA, aunque éstas son considerablemente menos extensas que en las primeras jornadas de recepción. El horario de atención corre entre las 9 y las 13.30 en la mañana y las 14.30 y las 19 por la tarde.

En la víspera, poco después de que los empleados de la Comisión dieran por iniciada la recepción vespertina, algo más de un centenar de personas aguardaba ingresar a la sala especialmente adaptada para el trámite, en tanto otras 50 permanecían sentadas dentro a la espera de su correspon-

diente turno. Corea de las 17, el volumen de denunciantes permanecía estable.

◆ Juicios

"Nuestro país tiene hoy libertad total en el ejercicio de todos sus derechos y afortunadamente este clima de paz y de seguridad nos permitirá evolucionar y alcanzar las grandes metas y los altos ideales que el gobierno se ha propuesto para el país", indicó en una declaración enviada a la CIDH el Sindicato Unión Feriantes del Gran Buenos Aires.

Por su parte, al brindar la bienvenida a la CIDH, el Centro de Patronos de Cabotaje de Ríos y Puertos opinó que los representantes interamericanos deben recibir "la impresión real y verdadera de cuánto ocurre en el país, a cuyos efectos deberán encontrar todas las puertas abiertas". Agrega luego en un comunicado que "es necesario que entren donde no hace falta que se les abran las puertas: en el pueblo" y "hablar con la gente que tiene memoria".

Otras declaraciones

Con la firma de Ernesto Miguens, como titular y Mabel García, prosecretaria, el Sindicato Unión Feriantes del Gran Buenos Aires

se dirigió a la CIDH expresando que hoy nuestro país "tiene total libertad en el ejercicio de todos sus derechos y afortunadamente este clima de paz y de seguridad nos permitirá evolucionar y alcanzar las grandes metas y los altos ideales que el gobierno se ha propuesto para el país".

El Centro de Patronos de Cabotaje de Ríos y Puertos expresa al organismo que "es necesario que también entren donde no es necesario que se les abran las puertas, porque están abiertas: en el pueblo". Dan la bienvenida a los visitantes y desean que "su noble misión se cumpla libre de presiones y marginados de la prosa bullanguera

y mal intencionada", reseñando la "guerra sucia" vivida y la certeza de que el pueblo argentino y la nación superarán todos los problemas como lo hicieron "en circunstancias tanto o más difíciles que ésta".

LA Nación (4-9-73)

Clarín

14-9-73

El Ejército, ante una visita

En una carta dirigida al director del "Buenos Aires Herald", el secretario general del Comando en Jefe del Ejército, general Reynaldo Bignone, respondió a un editorial de ese matutino que criticó la reciente visita de una delegación militar soviética a la Argentina. "Es altamente improbable que los militares argentinos puedan ser influenciados por una delegación que permaneció en el país unos pocos días", dice.

El matutino porteño de lengua inglesa "The Buenos Aires Herald", en su edición de ayer, incluyó una carta —en ese idioma— del secretario general del Ejército Argentino, general de brigada Reynaldo B. A. Bignone. Esta constituye una respuesta a un editorial aparecido el 23 de agosto último, en el cual dicho diario expresó sus temores de que el Ejército de la Unión Soviética pudiese ejercer alguna influencia.

El "Herald" habla manifestado su "sorpresa" ante la visita a nuestro país de una delegación militar rusa de alta jerarquía, la que presidió el general Iván Jacovich Braiko, subjefe de la Dirección General de Estudios Militares del Ministerio Soviético de Defensa. Al respecto dijo: "La Unión Soviética es, a no dudarlo, el enemigo declarado de todo aquello que dice representar la Argentina, y también el enemigo de las esperanzas y aspiraciones de una vasta mayoría de la población".

La respuesta del general Bignone comienza diciendo que una de sus tareas es mantener "constante, sincero y fluido contacto con todos los

medios de comunicación masiva" y que cree "en la necesidad y conveniencia de la libertad de prensa", aunque también entiende que ella "impone una obligación a aquellos que hacen uso de ese derecho: ser veraces y objetivos".

Señala luego que lo moral-espiritual, lo técnico-profesional y los aspectos físicos son el orden de prioridades con que se forma al militar argentino. "Una sólida educación —indica— basada en valores fundamentales que servimos como base de la vida cristiana y constituyen la esencia de la Nación".

"Su formación espiritual, y la firmeza de sus convicciones —añade el alto funcionario castrense— permitió a los hombres del Ejército Argentino brindar su sangre generosamente sin vacilación, y obtener la victoria militar sobre la subversión marxista".

"En la Argentina —expresa más adelante el general Bignone— el Estado mantiene relaciones diplomáticas desde años con la URSS" y "es altamente improbable que los militares argentinos sean influenciados por una delegación que per-

maneció en este país unos pocos días".

Añade luego: "Si cree usted que nuestra delegación militar en la URSS pueda ser influenciada allí, eso me obliga a pensar que usted desconoce tanto al Ejército Argentino como a la Argentina".

Recuerda después al director del "Herald", Robert Cox, que "nuestro ejército nació para combatir una invasión extranjera, y se afianzó en la promoción de la independencia política, cooperando más tarde en la liberación de medio continente, sin más ambición que la de servir y sin aspirar a otro pago que no fuese el respeto de sus compatriotas".

"El alma de aquel Ejército es la misma del Ejército actual; sus ambiciones no han cambiado. No hay, entonces, razones para que usted se preocupe".

También destaca la carta del general Bignone que la firmeza de ánimo de nuestra institución la pone a cubierto de influencias foráneas y del desaliento a pesar de los incredulos y de aquellos que amenazaron la paz y la libertad de que disfrutamos hoy —gracias al sacrificio de

nuestro héroes y mártires— y pagan al Ejército con la bien conocida moneda de la ingratitud. Esto es descorazonador pero no nuevo; la historia nos lo enseña; nosotros, soldados, lo sabemos demasiado bien."

Hacia los tramos finales de su carta, el general Bignone le dice al señor Cox que "dar a alguien una medalla conmemorativa no es lo mismo que condecorarlo" y que esas circunstancias (las medallas impuestas a la delegación del Ejército de la Unión Soviética) "responden al protocolo básico e inevitable, dentro y fuera de los círculos militares".

Por último, el secretario general del Ejército Argentino expresa al director del "Herald": "No ha sido mi intención ni mi deseo entrar en un debate con usted sobre este tema, pero le reitero —si aclarar algunas cosas que considero indispensables; ellas tienen demasiada importancia nacional como para ser distorsionada. Por eso mismo, confío en que interpretará esta carta en el exacto sentido y en la intención con que ha sido escrita."

Reprocha a la CIDH el Gral. Osiris Villegas

El general de división (R) Osiris Guillermo Villegas dirigió a los miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos una nota cuyo texto es el siguiente:

"El infrascripto es una de las primeras víctimas de la violencia sistematizada que asoló al país, puesto que el 2 de abril de 1963, a las 6.15, al salir de su casa para el cuartel, recibí un tiro en la nuca. Además, en la noche del 24/25 de diciembre de 1970 —en el amanecer de la Navidad—, su vivienda, mientras dormían en ella sus hijas y sus niños, fue destruida con explosivos. Estos atentados contra su persona y su familia fueron perpetrados por el solo hecho de ser el suscripto un general de la Nación.

Trágica historia

"Tales títulos —expresa el general Villegas— lo autorizan a remitirles, adjunto a la presente nota, el número extraordinario, del 12 de agosto de 1976, de la revista Gente, publicación de am-

plia difusión en el país y en el extranjero. En dicho ejemplar se objetiviza con "Fotos - Hechos - Testimonios de 1033 dramáticos días"... "de una trágica historia", como la llama el referido semanario.

"Nadie dijo nada..."

Y agrega: "Cuando en la Argentina volvían los proscritos, a los desterrados se les reintegraban sus jerarquías y honores; a los condenados se les anulaban las sentencias; el Congreso, por unanimidad, sancionaba una ley poniendo en libertad a los presos, y los propios diputados abrían las puertas de las cárceles; se secuestraba, extorsionaba, torturaba y asesinaba a los hombres de bien; se engañaba a los ciudadanos; agonizaba la democracia y se violaban los derechos humanos —todos sin excepción—; ni una sola palabra condenatoria se escuchó en el seno del organismo que ustedes representan. Tampoco ningún gobierno en el continente americano se preocu-

paba por lo que en la Argentina sucedía. Nadie dijo nada, más allá de las fronteras de la República".

Derrota de la delincuencia ...subversiva...

Pregunta el general Villegas: "¿Por qué ahora se oye este coro altisonante, voceando inquietudes presuntivas sobre nuestro quehacer nacional que, por ser tal, debiera ser de incumbencia exclusivamente nuestra? ¿Cuál es la razón para que, con tanto retardo, haya aflorado dicha supersensibilidad, por otra parte, coincidente con la derrota de la delincuencia subversiva?".

Y concluye: "Quizá los deudos y los que viven mutilados por actos del terrorismo necesiten estas respuestas. Tal vez, las tareas indagatorias de esa Comisión "in loco" debieron iniciarse con esta explicación, públicamente, para despejar en el pueblo las dudas y el malestar que vuestra presencia en el país suscita. Dios guarde a ustedes".

La Nación. 14.9.

Guzmán: "Hay orden, libertad y respeto"

14.9.
79

"En la Argentina se lucha denodadamente para salir del abismo en que nos postró un régimen que alentó la violencia, que simbolizó la corrupción y la ineptitud para gobernar", expresa en una nota enviada a la CIDH el presidente de la Fuerza Federalista Popular, doctor Horacio Guzmán.

Agrega que, al informar en la OEA, "tienen que decir que hay orden, libertad, respeto de la personalidad humana, que aquí se vive la tranquilidad de que no gozan algunas de las naciones que ustedes representan; que no hay persecuciones de opositores, que existe un Poder Judicial con independencia plena, como también libertad de prensa".

Guerra sucia

Al referirse a declaraciones de interesados en dar una imagen distinta de la Argentina, el doctor Guzmán expresa que el pueblo argentino fue agredido por una guerra sucia y que en esa

instancia las Fuerzas Armadas tomaron su defensa y la del país para evitar que la subversión triunfara.

Respecto de la ex presidente, se pregunta "si no recuerda acaso que con López Rega formó las tres A y trajo a los argelinos para regar de sangre las calles argentinas; si olvida la masacre de Ezeiza, o que el propio jefe de la Policía Federal puso en libertad a Firmenich, asesino del general Aramburu y comandante de montoneros".

Estima el doctor Guzmán que pareciera que se quiere abrir abismos profundos cuan-

do hay que comenzar a acostumbrarse a convivir y trabajar. "No me explico —agrega— por qué se quiere hacer responsables de las consecuencias de aquellos episodios de auto a las Fuerzas Armadas si ellas fueron agredidas, como lo fue todo el pueblo argentino".

Finalmente señala que "la Argentina no será satélite de totalitarismos que niegan la libertad y la justicia. En esta tierra hay un pueblo que ama la paz y que busca el progreso y el bienestar, como condición indispensable para exaltar los altos valores de la persona humana".

Crónica 14 - 9 - 79 -

15

ACADEMIA: DERECHOS ESTAN AMPARADOS

La Academia Nacional de Ciencias Morales y Políticas dio a conocer una declaración en la que afirma que "en la Argentina los derechos humanos están amparados por la Constitución Nacional, y que todos los habitantes del país, sin distinción de razas, nacionalidad o religión, tienen actualmente sus derechos igualmente garantizados".

Agrega que "un poder judicial independiente está hoy encargado de velar por el respeto a los derechos humanos" y que "el 24 de marzo de 1976 se cerró un periodo de inmoralidad y desintegración social, que obligó a las fuerzas armadas a asumir el gobierno para evitar la completa destrucción de la República.

"Fue precisamente —prosigue— en aquel triste episodio

que la subversión al servicio del comunismo internacional intensificó la violación de los derechos humanos, haciendo tibia rusa de la esencia de la Constitución, verdadera precursora de las grandes cortes internacionales sobre los derechos del hombre.

"Las numerosas víctimas de esa guerra no merecieron preocupación de la comisión que hoy nos visita, empezando por el vil asesinato de un ex presidente de la República, que dejó impasible a la comisión referida, no obstante los excesos de todo género cometidos por elementos terroristas provenientes de diversos orígenes, nacionales y extranjeros".

Presentación colectiva ante la Corte

Se presentaron ayer en forma conjunta ante la Corte Suprema de Justicia los familiares de 752 personas cuyo secuestro y posterior desaparición fueron oportunamente denunciados, argumentando que no se ha cumplido la exhortación de ese alto tribunal al Poder Ejecutivo, en relación con el caso del dirigente Oscar Smith, para que creara "las condiciones requeridas para que el Poder Judicial pueda llevar a cabal término la decisión de las causas que le son sometidas".

Los familiares de 752 personas, cuyo secuestro y desaparición fueron oportunamente denunciados en cada caso, se presentaron ayer en forma colectiva a la Corte Suprema de Justicia para argumentar que no se cumplió la exhortación de ese alto tribunal al Poder Ejecutivo para que creara "las condiciones requeridas para que el Poder Judicial pueda llevar a

cabal término la decisión de las causas que le son sometidas".

La presentación fue encabezada por la esposa del ex secretario general del sindicato metropolitano de Luz y Fuerza, Oscar Smith, Ana María Pérez de Smith y está patrocinada, entre otros, por los doctores Domingo Alconada Aramburú, Raúl Alfonso, Roberto Cabiche, Luis

A. Caeiro, Augusto Conte MacDonell, Moisés Chervavsky, Guillermo Frugoni Rey, Rafael Marino y Vicente Luis Saadi.

Respecto del anterior pronunciamiento de la Corte Suprema de Justicia, se indica en el escrito que "ningún recurso de hábeas corpus posteriormente interpuesto ha rescatado a un sólo ser humano cuyo

secuestro y desaparición se hubiese denunciado".

Asimismo se hace alusión al hecho de que "una nómina completa con los nombres de 5.581 personas desaparecidas, destinada a difundirse como un medio de suplir la inactividad del Estado en su búsqueda, fue secuestrada por orden del Poder Ejecutivo en los talleres gráficos en que se imprimía".

También se destaca que "los archivos y demás documentación de las entidades que asesoran a los familiares de secuestrados y desaparecidos acaban de ser secuestrados por orden de un Juez Federal, no para investigar los hechos determinantes del pronunciamiento de V.E. en el caso Pérez de Smith sino para indagar un supuesto fraude procesal organizado para inducir a error a la justicia argentina".

Luego se destaca que "sobre todo ello se alza como signo extremadamente grave el hecho de haberse producido once nuevos casos de secuestro y desaparición de personas entre el 3 de agosto de 1979 y el 3 de setiembre del mismo año".

Finalmente, se señala que, "el Poder Ejecutivo acaba de proponer una legislación sobre el problema de las personas desaparecidas que, lejos de conducir a la más elemental forma de investigación, conferirá al Poder Público la facultad de imponer la declaración de fallecimiento presunto de cualquier persona cuya desaparición se hubiere denunciado, la que podrá ejercer a pesar de la oposición de otros titulares, es decir, aun contra la voluntad de los familiares de los desaparecidos".

En el mismo sentido se señala que "de este modo se frustrará, toda vez que el Estado Nacional lo decida a través del ministerio público, la investigación judicial de los casos de secuestro y ulterior desaparición de personas, por lo cual, lejos de crearse las condiciones reclamadas por la corte en el caso Pérez de Smith, se impondrá al Poder Judicial, nada menos que la presunción de muerte de las víctimas de ese delito, resultando como una de las consecuencias inmediatas, la aniquilación, en miles de casos producidos, del instituto constitucional del hábeas corpus".

Peronismo Declara Guerra a Militares

BUENOS AIRES, (UPI)-- La visita de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos a la Argentina fue aprovechada por el peronismo para declarar abiertamente la guerra al gobierno militar que lo desalojó del poder en marzo de 1976.

Sucesivos documentos emitidos por el Partido Justicialista bajo la firma de su vicepresidente primero Deolindo Bittel y de la ex presidenta María Estela Martínez de Perón, derrocada y detenida por los militares desde 1976, formularon severas críticas a la situación de los derechos humanos bajo el gobierno castrense.

La declaración difundida por Bittel expresó que "no podemos aceptar que la lucha contra una minoría terrorista se la quiera transformar en una excusa para implantar el terrorismo del Estado".

La viuda de Perón, por su parte, declaró que los derechos humanos "sólo pueden ser realidad cuando el pueblo participa libremente de la vida social y política para decidir su destino. Cuando se encuentra impedido de hacerlo, las violaciones a sus derechos ocurren por añadidura".

Una Comisión para la Defensa Política de "Isabel"

Perón presidida por el secretario general del Partido Peronista, Lázaro Roca, manifestó por su parte que "desde el día del golpe militar se ha barrido con todos los derechos humanos que en el mundo civilizado se reconocen al pueblo de una nación".

Finalmente, el movimiento obrero, en que tiene fuerte influencia el peronismo y que se había dividido en dos grandes grupos desde 1976, se unificó nuevamente para plantear ante los investigadores interamericanos su preocupación por la falta de vigencia de los derechos gremiales, la desaparición de dirigentes sindicales y el arresto de otros y la "aflicta" situación económica de los trabajadores.

Presentación a la Corte por 752 desaparecidos

... "La Nación" 14.9.79

LA NACION 14.9.79

Efectuóse una presentación colectiva ante la Corte Suprema de Justicia por parte de familiares de 752 personas "cuyo secuestro y posterior desaparición —dícese— fuera oportunamente denunciado en cada caso".

La presentación es encabezada por la esposa del ex secretario general del Sindicato de Luz y Fuerza, Oscar Smith, señora Ana María Pérez de Smith. En la presentación se invoca el pronunciamiento del tribunal del 21 de septiembre del año último, motivado por una petición de la señora Pérez de Smith, en el cual "el alto tribunal resolvió dirigirse al Poder Ejecutivo nacional exhortándolo urja las medidas necesarias a su alcance a fin de crear las condiciones requeridas para que el Poder Judicial pueda llevar a cabal término la decisión de las causas que le son sometidas, en salvaguarda de la libertad individual garantizada por la Constitución nacional, sin que ello importe, desde luego, preterir los objetivos de unión nacional, paz interior y defensa común perseguidos también por la voluntad constituyente, de la que no es lícito se desvíe el poder constituido".

"Hechos sobrevinientes"

La presentación analizó "los hechos sobrevinientes al mencionado pronunciamiento de la Corte Suprema". Señaló que no prosperaron posteriores recursos de hábeas corpus; mencionó palabras pronunciadas por el comandante en jefe del Ejército, el 29 de mayo último, al referirse a "los ausentes para siempre", en el sentido de que "ninguna explicación puede exigirse allí donde no la que "los archivos y demás

hay", y, asimismo, indicó documentación de las entidades que asesoran a los familiares de secuestrados y desaparecidos acaban de ser secuestrados por orden de un juez federal". Igualmente, analizó otras presuntas desapariciones, la legislación acerca de personas desaparecidas y lo actuado a través de tres entidades asesoras.

Por último, la presentación contiene una condena al terrorismo, en que manifiesta: "Nuestro repudio al terrorismo se arraiga tanto en la vocación humanista como en la convicción democrática que orientan nuestra acción".

"Atentado contra la vida"

Apúntase que desde el punto de vista humanista el terrorismo atenta contra la vida y la dignidad del hombre, mientras que desde la perspectiva democrática, se rechaza al terrorismo "como medio de acción política, pues sólo el pueblo, por las vías que la legitimidad emanada de su soberanía ha establecido, puede determinar el modo y los fines de su existencia como comunidad histórica".

Finalmente, la presentación solicita que "la Corte arbitre los medios que la letra y espíritu de la Constitución, y su propia jurisprudencia ponen a su alcance, para hacer cesar esta situación de efectiva privación de justicia, que atenta, además, contra el valor supre-

mo de la vida que el artículo 29° de la Constitución tutela con énfasis y claridad inigualables".

Patrocinaron la presentación los doctores Domingo R. Alconada Aramburú, Raúl Alfonsín, Abel A. Argüelles, Carlos A. Axat, Eduardo S. Barcesat, Salvador D. Bergel, Celedonio Berrondo, Roberto Cabiche, Luis A. Caeiro, José R. Cardinal Rubén G. Casset, Augusto Conte Mac Donell, Moisés Chernavsky, Jaime de Nevaes, Arturo G. Fara, Guillermo F. Frugoni Rey, José M. Cavaldá, Alfredo Galletti, Carlos González Pastor, José Levitán, Oscar Mancebo, Rafael F. Marino, Diego J. May Zuviria, Emilio F. Mignone, Jorge F. Mour, Ricardo F. Molinas, Ismael C. Novillo Quiroga, Boris G. Pasik, Alberto P. Pedroncini, Juan J. Prado, Carlos A. Ramírez Abella, Julio V. Reboredo, Pedro E. Tula del Moral, Vicente L. Saadi, Hipólito M. Tolosa, Carlos M. Trozzo y Luis Zamora.

FAMILIARES ANTE LA CORTE SUPREMA

Los familiares de 762 personas cuyo secuestro y posterior desaparición fueron oportunamente denunciados en cada caso, se presentaron colectivamente a la Corte Suprema de Justicia para argumentar que no se cumplió la exhortación de ese alto tribunal al Poder Ejecutivo para que creara "las condiciones requeridas para que el Poder Judicial pueda llevar a cabal término la decisión de las causas que le son sometidas".

La presentación fue encabezada por la esposa del ex secretario general de Luz y Fuerza, Oscar Smith, Ana María Pérez de Smith, y está patrocinada, entre otros, por el obispo Jaime de Nevares, el dirigente radical Raúl Alfonsín y el ex legislador peronista Vicente Saadi.

La declaración alude al pronunciamiento de la Suprema Corte en el caso Pérez de Smith y sostiene que "ningún recurso de hábeas corpus posteriormente interpuesto ha rescatado a un solo ser humano cuyo secuestro y desaparición se hubiese denunciado".

El documento menciona también como "signo extremadamente alarmante el hecho de haberse producido once nuevos casos de secuestro y desaparición de personas entre el 3 de agosto de 1979 y el 3 de setiembre del mismo año".

También alude a la legislación propuesta por el gobierno sobre las personas desaparecidas, y sostiene que lejos de conducir a la más elemental forma de investigación, conferirá al poder público la facultad de imponer la declaración de fallecimiento presunto de cualquier persona cuya desaparición se hubiere denunciado, desde que el Estado nacional es uno de los sujetos legítimos para promover la acción en tal sentido, la que podrá ejercer a pesar de la oposición de otros titulares, es decir, aun contra la voluntad de los familiares del desaparecido".

La declaración sostiene que "de ese modo se frustrará, toda vez que el Estado nacional lo decida a través del ministerio público, la investigación judicial de los casos de secuestros y ulterior desaparición de personas, por lo cual lejos de crearse las condiciones reclamadas por la Corte en el caso Pérez de Smith" se "impondrá al Poder Judicial nada, menos que la declaración de muerte presunta de las víctimas de aquellos delitos".

La presentación condena enérgicamente al terrorismo, y denuncia, entre otras cosas, que "una nómina completa con los nombres de 5.581 personas desaparecidas, destinada a difundirse como un medio de suplir la inactividad del Estado en su búsqueda, fue secuestrada por orden del Poder Ejecutivo en los talleres gráficos donde se la imprimía".

La CIDH visitó cárceles en el interior del país

Entrevistó al doctor Jorge Taiana en el penal de Magdalena; actividad en Córdoba, La Plata y Rawson

La Comisión Interamericana de Derechos Humanos visitó ayer cárceles de La Plata, Magdalena, Rawson y Córdoba, para lo cual sus miembros formaron distintos grupos.

En Córdoba, donde los asesores de la comisión trabajan desde el fin de semana último, habrá hoy una reunión con el gobernador de la provincia y con el comandante del Tercer Cuerpo de Ejército.

El grupo que viajó ayer a Rawson estuvo presidido por el titular de la comisión, doctor Aguilar, en tanto que en La Plata actuaron los doctores Farer y Vargas Carreño.

En cuanto a la visita al penal de Magdalena, cabe destacar que allí fue entrevistado el ex ministro de Educación y Cultura, doctor Jorge Taiana, por el abogado Bertrand Galindo.

En tanto, aquí prosiguió la recepción de denuncias y fue ayer el último día para presentarlas. Hoy será recibido Francisco Manrique y un grupo de la comisión se trasladará a Tucumán.

Llegada a Rawson

RAWSON, Chubut (De un enviado especial). — Una subcomisión de trabajo de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), integrada por el presidente del organismo, Dr. Andrés Aguilar, y los asesores Velazco Clark y Paz Barnica, visitaron ayer la unidad penitenciaria número 6 de esta ciudad —ex Instituto Nacional de Resocialización— y se entrevistaron con detenidos comunes y especiales.

La subcomisión llegó a las 11.30 al aeropuerto de Trelew, y fue recibida por el ministro de Gobierno, capitán de navío Jorge Horacio Suárez; el jefe de Policía, coronel Héctor A. Schillagui, y el secretario de Información Pública y Turismo, Aldo Jorge Proieto. Pese a que los miembros de la CIDH no efectuaron declaraciones a su llegada, y que el periodismo no tuvo acceso a esta primera reunión —efectuada en el salón VIP—, trascendió que el doctor Aguilar prefirió no entrevistar al gobernador del Chubut, contraalmirante Angel Lionel Martín, y trasladarse directamente al penal.

En La Plata

LA PLATA — Ayer los miembros de la CIDH, Sres.

Edmundo Vargas Carreño Francisco Bertrand Galindo Thomas J. Farer recorrieron cárceles provinciales de esta capital y la militar de Magdalena. El segundo de ellos efectuó por la tarde una visita protocolar a la jefatura de policía, donde se reunió con el ministro de Gobierno, Dr. Gualberto Mostajo, y con el titular de la policía, general Ovidio P. Riccheri. El desarrollo de las actividades de los nombrados, a quienes acompañaba personal auxiliar de la comisión, estuvo rodeado de la mayor reserva en cuanto al itinerario, lo que derivó en innumeradas dificultades. Vargas Carreño y Farer estuvieron en las unidades 1 y 8, para hombres y mujeres, respectivamente, en Olmos, y finalmente, en la unidad 9. En todas conversaron con detenidos a disposición del Poder Ejecutivo; en la última de esas unidades se les sumó el embajador salvadoreño, Dr. Bertrand Galindo, quien por la mañana estuvo en la cárcel de Magdalena.

Los nombrados concurren —cerca de las 14— a un restaurante céntrico, en el que almorzaron hasta las 15.20, para luego efectuar las visitas a la jefatura y a la unidad 9.

A raíz de la incertidumbre respecto de los movimientos de los representantes de la CIDH, se dio el caso que, por una errónea versión, el ministro de Gobierno, Dr. Mostajo, esperó desde las 11.30 hasta las 13.10 en la jefatura de policía, junto al general Riccheri, la llegada de los visitantes, que no se produjo.

Igual desconocimiento sufrió el consejero de la cancillería argentina, Sr. Constancio R. Francioni, quien, al igual que Mostajo y Riccheri, regresó por la tarde a la jefatura para realizar la reunión que no se hizo por la mañana.

Con Bertrand Galindo

A las 15.30 llegó al departamento de policía el Dr. Bertrand Galindo, quien señaló que las entrevistas en la cárcel de Magdalena se habían prolongado más de lo previsto y que a ello se debía su retraso. Preguntado sobre si informarían respecto de las conclusiones, aclaró que lo harán en reunión colectiva con los demás integrantes de la comisión, tras lo cual se estudiarán las de-

cisiones respectivas.

Destacó que "hemos trabajado con muchas facilidades de las autoridades y del pueblo argentino. Han sido muy cordiales con nosotros, de modo que no hemos tenido ningún problema. Algunos —agregó— han formulado puntos de vista opuestos, pero eso es el ejercicio de la libre expresión".

Actividad en Córdoba

CORDOBA. — Hoy, los miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos que se encuentra en esta capital, se entrevistarán con el gobernador de la provincia y con el comandante del II Cuerpo de Ejército. La reunión con el general Adolfo Sigwald se efectuará a las 14.30 en la Casa de Gobierno y dos horas más tarde, la misión será recibida por el titular de la región militar, general Luciano Benjamín Menéndez, en la sede de su comando.

En esta ciudad, se encuentran desde anteayer los doctores Carlos Alberto Dunshee de Abranches y Luis Tinoco Castro, secundados por los asesores de la comisión doctor Robert Norris y Joli de Toro, quienes están aquí desde el lunes.

Ayer, los dos miembros de la CIDH visitaron la cárcel penitenciaria, donde fueron recibidos por el secretario de Seguridad, comodoro Oscar Bonangelino; el director general del Servicio Penitenciario Provincial, inspector general Héctor Claudio Gastaldi; el director de la cárcel, alcalde mayor Eduardo Laciari, y otros funcionarios.

La misión de la OEA fue a cárceles de Trelew, y Magdalena La Plata: hoy viaja a Tucumán

Unidades penales de Rawson, en Chubut, de La Plata, Magdalena y Córdoba fueron visitadas por distintos subgrupos de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. En todos los casos dialogaron con diversos detenidos, preferentemente con aquellos que se encuentran a disposición del PEN o se ven privados de su libertad por razones políticas. La CIDH inicia hoy su actividad en Tucumán.

Los integrantes de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, divididos en tres grupos, visitaron ayer las unidades carcelarias números 1, 8 y 9, en las inmediaciones de La Plata; el penal militar de Magdalena, ubicado a 110 kilómetros al sudeste de la Capital Federal; la cárcel penitenciaria de la capital cordobesa y la de Rawson, en Chubut.

En cada uno de los casos, los funcionarios interamericanos permanecieron en las unidades de detención por espacio de varias horas, conversando con los reclusos, especialmente con aquellos detenidos a disposición del Poder Ejecutivo Nacional.

La tarea de quienes viajaron a La Plata se prolongaba al cierre de esta edición en la unidad 9, una cárcel colocada bajo el sistema conocido como de "máxima seguridad" y con mayoría de presos por razones políticas entre su población.

Modificaciones introducidas a última hora del miércoles último en el programa que se proponían desarrollar determinaron que el presidente de la CIDH, Andrés Aguilar, viajara solo a Rawson, en tanto Tom Farer, Francisco Bertrand Galindo y el secretario ejecutivo de la CIDH, Edmundo Vargas Carreño, se desplazaron a la capital bonaerense. En Córdoba, la tarea estuvo a cargo de Luis Tinoco Castro y Carlos Alberto Dunshee de Abranches, quienes se encontraban en esa ciudad desde

hacia 48 horas. (Ver esta misma página.)

◆ En La Plata

El doctor Galindo se trasladó en un helicóptero militar, desde Buenos Aires, al penal militar de Magdalena donde arribó alrededor de las 10 de la mañana.

Para la prensa, el acceso al penal estuvo vedado,

dado que la seguridad exterior —a cargo de efectivos de Gendarmería Nacional— impidió la permanencia de los cronistas y fotógrafos.

No obstante, trascendió que el doctor Bertrand Galindo —quien permaneció durante casi tres horas en el penal— habría entrevistado al ex-ministro de Cul-

tura y Educación, doctor Jorge Taiana y al coronel (RE) Luis César Perlinger, entre otros reclusos.

Por su parte, Farer y Vargas Carreño —acompañados por asesores y personal administrativo— viajaron a La Plata en tres automóviles.

Luego de ser trasladado en el mismo helicóptero desde el penal militar de Magdalena hasta el Batallón de Infantería de Mari-

na N° 3, el doctor Bertrand Galindo se desplazó hasta el centro platense donde se unió al resto del grupo

Los miembros de la CIDH almorzaron en un restaurante ubicado en la intersección de las calles 7 y 41, para luego desplazarse hasta la Jefatura de la Policía de Buenos Aires donde dialogaron con el titular de la repartición, general, de brigada Ovidio Pablo Ricchieri y con el ministro de Gobierno, doctor Gualberto Mostajo, quien representó al gobernador.

Alrededor de las 16.30 todos los integrantes del grupo se reunieron en el restaurante donde antes habían compartido el almuerzo y, luego de cambiar impresiones, se dirigieron hasta la unidad carcelaria N° 9, centro de reclusión de "máxima seguridad".

Allí fueron recibidos por el jefe del Servicio Penitenciario de la Provincia de Buenos Aires, Fernando Anibal Guillén, quien los acompañó durante la

primera recorrida del establecimiento que culminó en la capilla. Allí los funcionarios de la CIDH se reunieron para planificar la tarea que aún continuaban cumpliendo al cierre de la presente edición.

◆ En Rawson

El doctor Aguilar, por su parte, visitó el penal de la ciudad de Rawson, en Chubut, acompañado por el ministro de Gobierno, capitán de navío Roberto Suárez, y por el jefe de la Policía provincial, coronel José Schiluggi.

◆ En Tucumán

TUCUMÁN (De nuestra agencia). — Hoy comenzarán a arribar a esta ciudad funcionarios de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos que tendrán a su cargo las tareas organizativas previas a las actividades que se desarrollarán aquí mañana, de acuerdo con lo

previsto. La delegación del organismo internacional que visita el país recibirá en el hotel Versailles declaraciones sobre presuntas violaciones de los derechos humanos y en especial de familiares de aquellas personas denunciadas como desaparecidas.

La Razón 14-9-79

Actividad en Tucumán

Tucumán — Al mediodía arribaron a esta ciudad dos funcionarios de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos, que viajaron desde Buenos Aires a los efectos de iniciar la recepción de denuncias. Se trata del doctor Manuel Velasco Clark y la señora Elsa Ergueta, quienes manifestaron que permanecerán aquí hasta el domingo.

Divididos en grupos, los miembros de la CIDH en Córdoba, Rawson y Trelew

La actividad de ayer de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, se realizó en ciudades del interior, repartiéndose sus integrantes por La Plata, Trelew, Rawson y Córdoba, donde visitaron a funcionarios y esta-

blecieron en las cárceles. Simultáneamente, mientras el secretario ejecutivo del organismo de la OEA agradecía las atenciones del Gobierno Nacional y de las provincias, a su alrededor se percibieron las distintas reacciones

por su presencia en el país. Tanto el ex juez federal como la Sra. María Rinal Aguirre, a su llegada a Córdoba, expresaron sus deseos de un documento que pregunte a los visitantes

Los miembros de la CIDH en el interior

Los principales miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, divididos en tres grupos, dedicaron ayer la jornada a visitas en el interior del país y al recorrido de establecimientos carcelarios, en Trelew, Rawson, Córdoba, La Plata, Olmos y Magdalena.

A las 9, desde el aeroparque metropolitano, partieron rumbo hacia la primera de esas ciudades, el presidente del organismo, Andrés Aguilar, y el profesor Thomas Farer, quienes llegaron alrededor de las 11. Poco después de ser recibidos en el aeropuerto de Trelew, por el ministro de Gobierno, Educación y Justicia de la provincia, capitán de navío (RE) Jorge Suárez; el secretario de Información Pública y Turismo, Aldo Proietto, y el jefe de la Policía, coronel Héctor Antonio Schillagi, los representantes de la CIDH viajaron en automóvil hacia Rawson, donde visitaron la colonia penal, para almorzar allí.

Tanto en Rawson como en Trelew, durante el día, no se advirtió ningún tipo de expectativa por la visita de los señores Aguilar y Farer.

Hacia Córdoba viajaron los señores Carlos Alberto Dunshee de Abranches y Luis Tinoco Castro, quienes se agregaron así al abogado Robert Norris y a la señora Yoli de Toro, quienes ya se encontraban en la ciudad desde el fin de semana.

Los dos primeros fueron recibidos en Pajas Blancas, por el ministro de Gobierno, coronel Oscar Aristides Jouan, y el secretario de Estado de Seguridad Social, comodoro Oscar Bonangelino, quien los acompañó en su visita al penal de la ciudad.

Allí, en lo que respecta a en-

trevistas con detenidos, el doctor Dunshee de Abranches, dialogó con hombres, en grupos de a seis, en tanto el doctor Tinoco Castro lo hacía con mujeres, individualmente. El asesor letrado Norris, por su parte, tomó fotografías de cada uno de los entrevistados.

Al finalizar esa labor y poco antes de ser invitados a un almuerzo que se realizó allí, los visitantes recorrieron la cocina y todas las instalaciones con que cuenta el instituto penal,

mostrándose sorprendidos por la calidad de la comida, por las redes factadas para el consumo de los internos, por el uso de gas natural en los servicios de calefacción y agua caliente, y por el régimen de visitas íntimas que allí se admite.

Al finalizar el almuerzo a que fueron invitados, los miembros de la CIDH retornaron al hotel donde se alojaron en Córdoba, para recibir a representantes de distintos sectores políticos y del Colegio de Abogados de la provincia.

Más tarde, no partieron hacia Tucumán, como estaba previsto, porque las entrevistas que les habían sido concedidas por el gobernador de Córdoba, general Adolfo Sigwald, y el comandante del Tercer Cuerpo de Ejército, general de división Luciano Benjamín Menéndez, fueron postergadas por veinticuatro horas, es decir, hasta hoy.

En La Plata, también ayer, el ministro de Gobierno de la provincia de Buenos Aires, doctor Gualberto Montajo, después de aguardar durante dos horas a los miembros de la CIDH en el Departamento Central de Policía de esa ciudad, se enteró que la delegación llegaría con gran demora para las visitas a autoridades, por haber viajado directamente desde la Capital Federal hacia la unidad carcelaria de mujeres, en Olmos; y el penal militar de Magdalena.

En ese último sitio, además de dialogar con distintos detenidos, los representantes de la CIDH entrevistaron al ex ministro de Educación Jorge Talaña. En Olmos, por su parte, fueron recibidos por el director del Servicio Penitenciario Bonaerense, coronel (RE) Anibal Guillén, quien les facilitó la tarea de inspección en esa unidad.

Finalmente, después de almorzar privadamente en un restaurante de la calle 7, los visitantes se reunieron con el ministro Montajo y el jefe de la Policía bonaerense, general de brigada Ovidio Pablo Río. La entrevista finalizó a las 16.15 horas.

Una visita a la capital bonaerense y a los establecimientos penales de Magdalena y Olmos

Los miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos cumplieron ayer el anunciado programa de actividades en la ciudad de La Plata, pero su visita no se desarrolló conforme a los detalles protocolares previstos. En efecto, según lo había adelantado el miércoles el ministro de Gobierno bonaerense, doctor Guisberto Mostajo, el organismo de la OEA se iba a presentar en pleno en la Jefatura de Policía local, donde sus miembros serían recibidos por ese secretario de Estado y el jefe del organismo de seguridad general de la Brigada Civil Ricchieri. El anticipo había determinado a los representantes de la prensa a concentrarse en el Departamento de Policía con alguna antelación pero la espera resultó infructuosa.

Cerca del mediodía, se pudo saber que el cuerpo se había subdividido en comisiones. Mientras el doctor Bertrán Galindo se encontraba en el penal militar de Magdalena, hasta donde se había trasladado en un helicóptero, perteneciente a un organismo federal, los doctores Thomas Farber y Edmundo Vargas Carreño habían concurrido a las unidades carcelarias números 7 y 8 de la vecindad de Olmos.

Esa dispersión produjo desconcierto a periodistas, pero cerca de las 13 tuvieron noticias más precisas, según las cuales, los miembros de la Comisión se concentrarían poco después de las 15 en la Jefatura de Policía.

A las 15.27 los representantes de la prensa apreciaron el ingreso al organismo de seguridad de Bertrán Galindo, que tenía el propósito de reunirse con sus compañeros de comisión.

El funcionario confirmó que se entrevistó con cuatro detenidos a disposición del Poder Ejecutivo, entre ellos el ex ministro de Cultura y Educación de la Nación, doctor Jorge Taiana. Sobre esas diligencias no amplió detalles, agregando que los miembros de la Comisión "trabajaron con facilidad y la colaboración de autoridades y pueblo. Todos —agregó— han sido muy amables con nosotros". Afirmó enseguida: "Algunos formularon puntos de vista opuestos a la tarea de la Comisión, pero ello responde al ejercicio de la libertad de expresión".

Poco después de las 17, la prensa tuvo otro contacto con Bertrán Galindo, en circunstancia que abandonaba la Jefatura de Policía, para dirigirse a la Unidad Carcelaria número 9, ubicada en las

calles 76 y 10 de La Plata. Ante la requisitoria periodística, el huésped expresó que no le correspondía dar a conocer sus impresiones sobre las diligencias que estaba cumpliendo, aspecto privativo del cuerpo en pleno y a cargo del vocero autorizado, Vargas Carreño.

También dijo que la Comisión era receptora de todo tipo de información que se les proporcione, "principalmente para tener una visión global del contexto en que se registraron ciertos acontecimientos en el país y con ello, poder llegar a formular recomendaciones positivas y benéficas".

Destacó asimismo que la función de la Comisión era la de analizar una situación "para poder ayudar conforme a la base y esencia del organismo, que es la de promover la observancia de los derechos humanos".

Se le preguntó luego si había comprobado violaciones de los derechos humanos y respondió textualmente: "No acostumbramos a hacer este tipo de declaración, porque, suponiendo que existieran, no contribuiríamos a una solución práctica del mejoramiento de la situación".

Momentos después, abandonó el des-

pacho del Jefe de Policía, Mostajo, quién se detuvo también en el hall de planta baja del edificio, para dialogar con los periodistas. Expresó el ministro de Gobierno que Bertrán Galindo tenía una magnífica impresión de lo observado en el Penal de Magdalena, en cuanto a organización y estado en que se encuentran los detenidos. Agregó que el visitante advirtió también, y así lo comentó, que el establecimiento no estaba preparado para una visita, sino que exhibía las condiciones ambientales comunes a una cárcel. Reprodujo entonces, expresiones vertidas por Bertrán Galindo: "No se sentía ni olor a pintura nueva ni a detergente".

El ministro refirió luego que se entabó una conversación con el visitante, en la que se comprobó el conocimiento que poseía éste sobre la Argentina, especialmente a través de algunas revistas que solía leer, algunas de las cuales ya han desaparecido.

Finalmente, informó que Ricchieri había entregado a su visitante ejemplares de una publicación especialmente preparada con hechos documentados sobre los que habían sido víctimas personal policial. (C)

COMANDO

Director: Hugo Ezquirol Texama

EL CARDENAL PRIMATESTA VIAJO AL VATICANO

La CIDH recorrió institutos penales del interior

"Se habló en términos muy amplios de la situación argentina, sobre todo de la actuación de la Iglesia cumpliendo con su deber de ayudar a los fieles", expresó ayer el presidente de la Conferencia Episcopal Argentina, cardenal Raúl Francisco Primatesta, antes de partir hacia Roma encabezando una delegación de obispos argentinos, al referirse a la entrevista que mantuvo el miércoles con la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH).

Mientras tanto, los miembros del organismo internacional concentraron sus actividades en el interior del país y recorrieron establecimientos carcelarios en Córdoba, La Plata y Rawson, ciudad a la que viajó el titular de la comisión, el venezolano Andrés Aguilar.

En Córdoba, otros dos miembros de la CIDH, el brasileño Carlos Dunshee de Abranches y el costarricense Luis Tinoco Castro acompañados por el abogado norteamericano Robert Norris, funcionario del organismo, visitaron el establecimiento penitenciario local, en el que permanecieron durante varias horas.

Se informó asimismo que las entrevistas que los integrantes de la Comisión tenían previsto realizar ayer con el gobernador de la provincia, general de brigada (RE) Adolfo Sigwald, y el comandante del Tercer Cuerpo

de Ejército, general de división Luciano Benjamín Menéndez, fueron postergadas para hoy.

En La Plata, la delegación visitante conversó con el ministro de gobierno, Gualberto Horacio Mostajo, y el jefe de Policía bonaerense, general de brigada, Ovidio Pablo Richieri.

Los integrantes de la CIDH se hicieron presentes también en la unidad carcelaria número ocho de mujeres, en la localidad de Olmos y en el penal militar de Magdalena, donde dialogaron, entre otros casos, con el ex ministro de Cultura y Educación de la Nación Jorge Talana.

En su entrevista con los miembros de la comisión, Richieri les hizo entrega de un libro con antecedentes vinculados con la agresión subversiva contra el país.

En cuanto a la visita a Rawson, el subgrupo de la CIDH, encabezado por el propio Aguilar, arribó al aeropuerto local a las 11.45, siendo recibido por el ministro de Gobierno, Educación y Justicia, capitán de navío (RE) Jorge Suárez, el jefe de la Policía provincial, coronel Héctor Subiagó, y el secretario de Información Pública y Turismo, Aldo Proletto.

Luego de conversar brevemente con esos funcionarios, Aguilar se trasladó hasta el penal local, para luego emprender el regreso a Buenos Aires. (Más inf. págs. 12 y 13). D

CIDH: INVESTIGACIONES EN OTROS CARGALES

• Visitaron Olmos y Magdalena

Los miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos formaron ayer tres grupos para desarrollar sus actividades específicas en el interior del país, donde visitaron durante la jornada diversos establecimientos carcelarios, mientras otros funcionarios del organismo proseguían recibiendo en el edificio de la avenida de Mayo 760 los informes y denuncias sobre detenciones y desapariciones, como lo han venido haciendo desde la semana anterior.

Distribuidas las tareas de ese modo, los integrantes de la Comisión se presentaron en las cárceles de Rawson (Chubut), Olmos y Magdalena (provincia de Buenos Aires) y en la penitenciaría de Córdoba, para informarse directamente sobre su funcionamiento y conversar con los detenidos, en particular con quienes se encuentran a disposición del Poder Ejecutivo Nacional acusados de delitos subversivos.

◆ RECOPIACION DE DATOS

Esas visitas estuvieron destinadas a completar la recopilación de datos y antecedentes, para emprender el lunes venidero una serie de entrevistas con las más altas autoridades nacionales, que constituirán la "parte medular" del trabajo programado por el organismo continental según anticiparon sus propios voceros. El secretario ejecutivo del cuerpo, doctor Vargas Carreño, representante de Chile, durante esas reuniones, algunas de las cuales serán con funcionarios del Poder Judicial, se confrontarán da-

tos y se solicitarán informes acerca de presuntas desapariciones.

◆ ACTIVIDAD PARA HOY

Para hoy la comisión tiene previsto conversar con dirigentes de los partidos Socialista Popular y Socialista Unificado, con Francisco Manrique y con representantes de entidades empresarias. Una de estas entidades, la Confederación de Asociaciones Rurales Argentinas, ha pedido audiencia al organismo para exponer la situación del país frente a la "campaña de edificación instrumentada desde el exterior".

Cabe señalar que, desde el comienzo de sus tareas, la comisión ha recibido centenares de denuncias sobre presuntas violaciones de los derechos humanos. En su primer día de labor concurrieron más de 2.000 personas al edificio de la OEA.

◆ EN LA PLATA

LA PLATA, 13 (De nuestro corresponsal).

Miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos visitaron hoy, en esta provincia, el penal militar de Magdalena y las unidades carcelarias números 8 y 9, de Olmos. Uno de los integrantes del organismo, el doctor Francisco Bertrand Galindo, se entrevistó durante la tarde con el ministro de Gobierno bonaerense, doctor Gualberto Montajo, y con el jefe de la policía provincial, general Ovidio Riccheri.

Consultado por los periodistas, manifestó que la reunión había sido "muy interesan-

• Recibieron Nuevas Denuncias

te" y que con ella no se había requerido "ninguna información". "Pero somos receptivos a cualquier tipo de información que se nos proporcione, más que todo en el afán de tener una visión global y general del contexto en que se han producido ciertos acontecimientos en este país, para poder llegar a hacer recomendaciones que sean positivas y benéficas" agregó.

Bertrand Galindo se trasladó por la mañana con dos ayudantes en un helicóptero de la Policía Federal, de Buenos Aires a la localidad de Magdalena, donde recorrió el penal, conversó con sus autoridades y se entrevistó después con el ex ministro de Cultura y Educación de la Nación doctor Jorge Talana y con otros reclusos. La visita duró más de lo previsto, y con posterioridad concurrió a la Jefatura de la policía provincial.

Por otro lado, los juristas Thomas Farer y Edmundo Vargas Carreño viajaron de la Capital Federal a La Plata en automóvil, y en horas de la mañana visitaron la unidad carcelaria número 8 de mujeres reclusas por delitos comunes, donde permanecieron alrededor de una hora y media. Farer debía haberse trasladado hasta Chubut, para acompañar al presidente de la Comisión, doctor Andrés Agullar, en una visita al penal de Rawson, pero fue preciso que modificaran el programa de trabajo establecido en razón de los muchos pedidos de audiencia recibidos de familiares de detenidos y desaparecidos.

Unidos a Bertrand Galindo, todos ellos concurrieron después a la unidad carcelaria número 9, de encausados, ubicada en las calles 76 y 9, de esta ciudad, donde se permitió la presencia de los representantes de la prensa por primera vez desde que la Comisión Interamericana de Derechos Humanos comenzó sus tareas en nuestro país.

Pasadas las 14, los juristas extranjeros ya habían recibido a familiares de presuntos desaparecidos, que les entregaron cartas y antecedentes sobre sus casos particulares. Esos contactos prosiguieron durante toda la tarde de hoy.

◆ SUBSIDIO TRANSITORIO

LA PLATA, 13

El director para A...
tablecer...
con...
previ...

Visitaron centros penales

La Comisión Interamericana de Derechos Humanos, siguió su actividad en nuestro país. — Ayer visitó seis unidades carcelarias de La Plata, Magdalena, Córdoba y Rawson. — En la oportunidad, los integrantes de la CIDH, tomaron contacto con las autoridades de los penales y con los detenidos que se encuentran a disposición del Poder Ejecutivo Nacional. — También recibieron a familiares de éstos.

Durante la jornada de la mañana la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, visitó establecimientos penales de La Plata, Magdalena, Córdoba y Rawson, en Chubut, oportunidad en que los miembros que integraron las respectivas delegaciones, tomaron contacto con autoridades y detenidos que se encuentran a disposición del Poder Ejecutivo Nacional, como también con familiares de los mismos.

EN LA PLATA

Integrantes de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos realizaron ayer una prolongada visita a la ciudad de La Plata, y a la vecina localidad de Magdalena.

Los miembros de la CIDH, que se dividieron en dos grupos, estuvieron en las unidades carcelarias número 1, 8 y 9 de la capital bonaerense, y en el penal militar de Magdalena.

En horas de la tarde, en la jefatura de policía, se entrevistaron con el jefe de la Policía bonaerense, general de brigada Ovidio Richeri, y con el ministro de Gobierno de la Provincia, Dr. Gualberto Mostajo.

En declaraciones formuladas a los numerosos periodistas que siguieron la actividad de los miembros de la CIDH, el secretario ejecutivo de la entidad de la OEA, Edmundo Vargas Carreño, expresó que la gestión que vienen realizando "ha sido calificada aquí, con alguna ligereza, como una inspección indubida. No es así — añadió —. Nosotros hemos venido para coadyuvar en la tarea de una real observancia de los derechos humanos".

Junto con el Dr. Vargas Carreño, llegaron a La Plata, los Dres. Thomas Farer, y Bertrand Galindo, acompañados por los funcionarios de la Cancillería argentina, embajador Arnoldo Mestre y el consejero Constancio Rodolfo Francioni.

En principio los miembros de la CIDH fueron llevados a las 11.30, hora en la que aún se había amanecido, los funcionarios de la OEA debían entrevistarse con el jefe de la Policía bonaerense, y con el titular de la cartera de Gobierno, en la jefatura de policía, donde también los aguardaban numerosos representantes de la prensa.

Sin embargo, en horas del mediodía, puso saberse que los integrantes de la Comisión habían resuelto separarse en dos grupos, los cuales viajaron desde capital federal con destinos diferentes. Uno de ellos, integrado por el Dr. Bertrand Galindo y otras personas, viajó en un helicóptero puesto a disposición de ellos por la Policía Federal, directamente a la ciudad de Magdalena. El restante, que era encabezado por los Dres. Vargas Carreño y Thomas Farer se dirigió directamente en automóvil a la unidad carcelaria N° 1 de Olmos, donde permanecieron por espacio de 20 minutos, para visitar luego la unidad carcelaria N° 8 de mujeres, en esa misma localidad vecina.

Cumplidas sus respectivas diligencias en las mencionadas unidades carcelarias, la totalidad de los integrantes de la Comisión que llegaron a la ciudad de las diagonales, y el resto de las personas que los acompañaban, se reunieron en un restaurante céntrico, donde

FINADO A ISABEL MARTÍNEZ DE PERÓN Y SU FAMILIA

El Centro de Abogados de Buenos Aires dio una declaración en la que expresa su "condenación" con los documentos dados a conocer con fecha 19/9/79 por la señora ex presidente, doña María Estela Martínez de Perón, y por el consejo superior del judicialismo, por considerarlos un decidido aporte al esclarecimiento a la verdad histórica entre los argentinos comprometidos en continuar su contribución con las demás organizaciones profesionales del país, para hacer posible la plena vigencia del Estado de Derecho que asegure integralmente las libertades y garantías individuales y sociales del hombre argentino". La declaración está firmada por los doctores Mariano Augusto Cavagna Martínez, Jorge B. Aquino, Alberto Rocamora, Ernesto Corvalán Naclares, Pedro B. Aquino, Alicia Oliveira, Julio H. Reynoso, Alberto O. Pisano, Carlos V. Corach, Manuel Cescio, Joaquín V. Da Rocha, Jorge Rampoldi, Daniel Rudi, Bernardo C. Sierra, Estela Carcano, Oscar Giudice Bravo, Cristina Campaña, Abel Fleitas Ortíz de Rozas, Eduardo Sequeiros, Adolfo Rodríguez Saa, Oscar Britos, Carlos A. Morello, Luis

R. Pissotto, Horacio González, Héctor P. Rivale, Jorge P. Caffero, Jorge A. Angelini y Antonio Estevez.

MUJERES

Con la firma de casi doscientas mujeres que integraron la rama femenina del Movimiento Nacional Justicialista dio a conocer un comunicado en el que ratifican como "única e indiscutida jefa del Movimiento" a la ex presidente Isabel Martínez de Perón, a quien a su vez consideran titular del Partido Justicialista y "autoridad máxima de la rama femenina". El documento afirma que "es la hora de emprender solidariamente la lucha en defensa de nuestros intereses y los de la comunidad argentina, siendo nuestro objetivo patriótico cumplir con una de las mayores aspiraciones del teniente general Juan Domingo Perón: la paz y el bienestar de los hogares de todos los argentinos". Finalmente también se expresa, la resolución de activar las comisiones de estudios de los problemas de índole cultural, social, política, económica, jurídica, de la familia y el trabajo.



Vargas Carreño, presidente de la CIDH abandona la jefatura de la policía bonaerense acompañado por el titular de la repartición, luego de mantener con éste una reunión en La Plata.

REVISTA POPULAR del 21 de setiembre de 1979

EN 6 CARCELES

de La Plata, Magdalena, Córdoba y Rawson

luego de almorzar accedieron a la requisitoria periodística.

En esa oportunidad el vocero del grupo fue el Dr. Vargas Carreño, quien empezó diciendo que se había modificado el plan original de la visita "porque nosotros hacemos la programación inmediatamente antes de viajar. Eso — añadió — ha sido siempre una política nuestra. En tal sentido ya le hemos dado una explicación al jefe de Policía que nos fue aceptada, ya que habíamos programado una entrevista a las 11.30 en la Jefatura que no pudo realizarse".

Más adelante dijo que habían tenido todas las facilidades necesarias para desempeñar la tarea y cuando se le preguntó si la visita tenía carácter de "inspección", el Dr. Vargas Carreño respondió: "La Comisión es un organismo de la OEA cuyo objeto es la protección y promoción de los derechos humanos", y que "uno de los medios a través de los cuales lo realiza es mediante estas observaciones. Aquí — añadió — con alguna ligereza, se ha calificado a nuestra gestión como "una inspección indebida". No es tal. Nosotros hemos venido para coadyuvar en la tarea de una real observancia de los derechos humanos".

Más adelante dijo que "hemos venido a observar y hemos contado con todas las facilidades para ello", y cuando se le preguntó cómo lo habían impresionado los festejos que se realizaron con motivo del triunfo del seleccionado juvenil de fútbol, el Dr. Vargas Carreño, dijo que no veía ninguna relación entre ese hecho y la misión que ellos estaban cumpliendo. "Cualquier interpretación que a eso se le dé — dijo — la encuentro equivocada y personalmente no voy a relacionar esos dos hechos que a mi juicio no guardan ninguna relación. Yo esa noche — añadió — salí a la calle y vi esa alegría del pueblo argentino y como muchos me sentí identificados con ellos. Pero de ahí a sacar conclusiones en uno u otro sentido no me parece atinado". Finalmente, el Dr. Vargas

Carreño dijo que en Magdalena, el subgrupo que encabezó el Dr. Francisco Bertrand Galindo se había entrevistado con el ex ministro de Cultura y Educación, Jorge Taiana, que se encuentra encarcelado allá a disposición del Poder Ejecutivo y con otros ocho reclusos.

Pudo saberse que algunos de los integrantes de la CIDH aprovecharon el viaje a La Plata para efectuar algunos contactos extraoficiales, presumiblemente con familiares de las personas desaparecidas. Sin embargo, ninguno de esos contactos pudieron ser fehacientemente comprobados por los periodistas, ya que los mismos habrían sido concretados por quienes no concurrieron a algunas de las entrevistas oficiales.

Como señaláramos, desde poco antes del mediodía, la atención periodística se había concentrado en el edificio de la Jefatura de la Policía bonaerense. Para las 11.30 era aguardada allí, la visita de los integrantes de la CIDH, lo que recién se concretó varias horas después.

En efecto, exactamente a las 15.27, arribó al lugar el automóvil Fairlane, de color blanco, del cual descendió el Dr. Bertrand Galindo, junto con dos asistentes femeninos. En la oportunidad del Dr. Galindo, se prestó a la requisitoria de los hombres de prensa, a los que expresó que por la mañana había concurrido al penal militar de Magdalena donde visitó a detenidos a disposición del Poder Ejecutivo. "Hemos trabajado con facilidades y ha habido colaboración de las autoridades y el pueblo argentino, que han sido amables con nosotros".

Poco antes de las 17, el Dr. Galindo y sus colaboradores abandonaron la sede policial, siendo acompañados por el general Riccheri. Al abordar el Fairlane con el que se dirigirían a la unidad carcelaria de la calle 76 y 11, el miembro de la CIDH, dialogó nuevamente —también en forma breve— con los perio-

distas. Sobre la entrevista con el general Riccheri y el ministro Mostajo, señaló que fue "buena e interesante", repitiendo anteriores conceptos en el sentido de que las autoridades han estado "abiertas", facilitando en todo momento, la labor.

En una de sus manos el Dr. Galindo llevaba tres carpetas, en una de las cuales fue posible observar el distintivo de la institución policial. Se le preguntó si en ellas se le habían facilitado antecedentes, y respondió afirmativamente. Lo mismo cuando se le inquirió si se trataba de antecedentes de hechos en los que murieron policías.

El Dr. Mostajo, que en pocas horas había concurrido por segunda vez a la Jefatura, abandonó el edificio un cuarto de hora después que lo hiciera el Dr. Bertrand Galindo. Como lo hiciera anteriormente, se prestó al diálogo con los periodistas, y al referirse a la entrevista, en sí, expresó que ésta había sido sin protocolo. Galindo, agregó, se mostró conforme con lo visto en el penal de Magdalena, significando que nada había sido preparado, refiriéndose con una sonrisa a que no había olor a pintura fresca ni nada por el estilo. Es decir, que el penal no había sido preparado para recibir al integrante de la CIDH. El gobierno —continuó el ministro— ofreció la colaboración para que la Comisión Interamericana de Derechos Humanos trabaje con comodidad".

Finalizada la reunión con el ministro de Gobierno y con el jefe de Policía, el Dr. Bertrand Galindo se dirigió al restaurante donde habían almorzado para encontrarse con los Dres. Vargas Carreño y Farer, y desde allí se dirigieron a la unidad carcelaria N° 9, donde arribaron a las 17.30. Junto con los periodistas entraron al hall central, previa identificación, y a las 17.45, ingresaron a la zona de los pabellones acompañados por el coronel Guillón, quien luego informó a los periodistas presentes que la tarea se ex-

tendería hasta promediar la noche.

EN CORDOBA

CORDOBA. Delegados de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, (CIDH) estuvieron instalados ayer durante poco más de cinco horas en la cárcel de esta ciudad.

Al abandonar el establecimiento, dijeron en una breve charla con los periodistas que habían "cumplido su labor de acuerdo con lo previsto, ya que la tarea les fue facilitada por las autoridades".

Los miembros de la CIDH, Luis Tinoco, de Costa Rica, Carlos Dunshee de Abranches, del Brasil, y el abogado norteamericano Robert Norris, abandonaron el establecimiento penal a las 16.10, exactamente, al que habían arribado a las 10.50.

Los citados funcionarios de dirigieron hacia el hotel céntrico donde tiene su sede la CIDH, oportunidad en la que el embajador Dunshee de Abranches, formuló algunas consideraciones acerca de la concepción doctrinaria de los derechos humanos señalando su condición de catedrático en esta materia en el Brasil.

Según trascendió en eféras de la delegación de la CIDH, estaba previsto recibir durante el resto de la jornada distintas personalidades políticas y gremiales de esta provincia.

Cuando los miembros de la Comisión arribaron a la cárcel, ubicada en el barrio San Martín, fueron recibidos en el acceso principal por el secretario de Estado de Seguridad de la Provincia, comodoro Oscar Bonangelino y el director del establecimiento, alcaide mayor Eduardo Argentino Laciar.

A las 13.15, el comodoro Bonangelino informó a los periodistas que los visitantes almorzarían en la cárcel, indicando que al iniciar la visita, efectuaron una recorrida general por las distintas dependencias, mostrándose favorablemente impresionados por las características de los sectores reservados para visitas íntimas.

Miembros de la CIDH viajaron al interior

LA PRENSA 14-9-78

Visitaron unidades carcelarias en La Plata, Córdoba y Rawson

Una intensa actividad desarrollaron en el interior del país los miembros de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos —CIDH— que visitan nuestro país como parte de su programa para comprobar la realidad nacional.

Distintos miembros de la comisión se trasladaron juntamente con algunos de sus asesores a las ciudades de La Plata, Córdoba y Rawson, donde realizaron visitas a distintos establecimientos carcelarios en los que se encuentran alojadas personas detenidas a disposición del Poder

Ejecutivo nacional, en virtud de los alcances del estado de sitio, así como otras presuntamente involucradas en hechos sobre los que entiende la justicia.

También concedieron audiencias a representantes de distintas entidades y entrevistas individuales, éstas especialmente a parientes de personas presuntamente desaparecidas.

En La Plata

La Plata (Buenos Aires) — Los miembros de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos, doctor Edmun-

do Vargas Carreño, Francisco Bertrand Galindo y Tom Farar, desarrollaron desde la mañana de ayer hasta anoche una intensa actividad en esta zona que fue hasta hace pocos años uno de los principales centros del accionar subversivo y terrorista.

Los señores Farer, Vargas Carreño y Bertrand Galindo desplegaron sus actuaciones dentro del marco de reserva impuesto por la CIDH a todas las realizadas hasta ahora desde su llegada al país. En algunos casos fueron acompañados por el supervisor de protocolo de la comisión, señor Constantino A. Francioni y el embajador Arnoldo Listre, funcionario de enlace designado por el Ministerio de Relaciones Exteriores de nuestro país.

Según había anticipado anteayer el ministro de gobierno, doctor Gualberto Mostajo, este secretario de Estado aguardó desde las 11.30 a los delegados de la CIDH en la jefatura de policía en compañía del jefe y subjefe de la institución, general de brigada Ovidio Pablo Riccheri, y coronel Tidio Lagomarsino de León, respectivamente, así como también de la plana mayor. Pero como hasta las 13.10 aquéllos no llegaron, retornó a su despacho del que regresó a las 15.20 al serle comunicada la concurrencia a la jefatura del doctor Bertrand Galindo.

Desde entonces hasta las 16.55 en que ese miembro de la CIDH se retiró, siendo acompañado hasta la salida por el general Riccheri, el doctor Mostajo y el subjefe de policía, quienes mantuvieron con él una animada conversación.

En Magdalena

Luego se supo que la causa de la demora del doctor Bertrand Galindo obedeció a que previamente se trasladó en helicóptero al penal militar de Magdalena, donde entre otros detenidos, habría hablado con el doctor Jorge Taiana, quien fue ministro de cultura y educación de la Nación durante la primera parte del gobierno iniciado en 1973.

También se supo que después regresó a La Plata donde almorzó con los señores Vargas Carreño y Farer en un restaurante ubicado en la avenida 7, entre 40 y 41. Du-

(Continúa pág. 10, col. 1)



Se retiran de la Cárcel de Mujeres de La Plata, donde habían conversado con varias de las allí detenidas y constatado las condiciones generales del establecimiento, los integrantes de la CIDH doctores Edmundo Varga Carreño, Tom Farer y Bertrand Galindo

Sigue =

Labor de la CIDH

(Viene de la pág. 1, col. 3)
 rante la comida todos ellos conversaron con familiares de desaparecidos que les aportaron diversos datos.

Por su parte, los señores Farer y Vargas Carreño habían concurrido a las cárceles de hombres y mujeres de Olmos. Trascendió que al salir el doctor Vargas Carreño de la primera de esas cárceles se le acercó una señora que se hallaba acompañada por su esposo y le entregó un documento de identidad, que le dijo pertenecía a un hijo que se hallaba en dicho penal. El miembro de la CIDH tomó el documento, se dirigió a la cárcel de mujeres y luego retornó a la de varones, donde, sobre la base del documento y en la fotografía que lo completaba, habría requerido y obtenido la comparencia del referido detenido.

Al término del almuerzo el doctor Bertrand Galindo se trasladó a la Jefatura de Policía para mantener la precitada reunión, en tanto los señores Vargas Carreño y Farer, habrían mantenido otras entrevistas con familiares de desaparecidos.

Al finalizar esta reunión, el doctor Bertrand Galindo volvió al restaurant de la avenida 7, entre 40 y 41, donde los aguardaban los otros dos miembros de la comisión. Los tres se trasladaron desde allí, acompañados por varios colaboradores, a la unidad 9 del Servicio Penitenciario, a la que llegaron a las 17.20.

Fueron recibidos por el jefe y el subjefe de aquella repartición, coroneles retirados Fernando Guillén y Francisco Scabussi y el jefe de la Penitenciaría, prefecto mayor Abel Dupuy. Estos los acompañaron hasta el interior de la unidad, de la que minutos después retornaron, para que los miembros de la CIDH pudieran conversar con entera libertad, con los elementos subversivos detenidos.

La tarea de los señores Vargas Carreño, Farer y Bertrand Galindo se prolongó hasta las últimas horas de anoche. Se observó en las intermediaciones del penal, a personas que presumiblemente esperaban la salida de los miembros de la comisión para hablar con ellos.

Cabe señalar que en la unidad 9 del Servicio Penitenciario hay alojados más de 900 elementos subversivos.

Declaraciones de Bertrand Galindo

Luego de la visita que el doctor Bertrand Galindo realizó al ministro de gobierno, doctor Gualberto Mostajo, y al jefe de la policía provincial, general Ovidio Riccheri, en el despacho de este último, fue requerido por los periodistas respecto del resultado de ese encuentro y de las inspecciones a unidades carcelarias ubicadas en La Plata, Olmos y Magdalena.

El miembro de la CIDH manifestó que "la reunión con los funcionarios bonaerenses había sido muy interesante. Como siempre podría afirmar que las autoridades del gobierno de la República Argentina se muestran muy abiertas y con mucho ánimo de facilitar nuestra labor".

Consultado sobre si habría recibido alguna documentación por parte de las autoridades provinciales para que sirviera como evaluación a la comisión, dijo que "no requerimos aquí ninguna información, pero somos receptivos a cualquier tipo de información que nos proporcionen, más que todo en el afán de tener una visión global y general del contexto en que se han producido ciertos acontecimientos en este país, para poder llegar a hacer recomendaciones que sean positivas y benéficas".

Al preguntársele si calificaba como investigadora u observadora la misión de la comisión de la OEA en la Argentina, el doctor Bertrand Galindo señaló que "la tarea de la CIDH es analizar una situación para poder ayudar a lo que es su base y su esencia, y ello es promover la obser-

vancia de los derechos humanos".

Del doctor Mostajo

También al término de la entrevista en la jefatura de policía, el ministro de gobierno, a requerimiento de los periodistas formuló algunas declaraciones.

Dijo, entre otras cosas, que Bertrand Galindo "que visitó el penal militar de Magdalena, se ha llevado una magnífica impresión acerca de esa unidad, en cuanto a la organización y a la forma en que se encuentran allí los detenidos, e inclusive, dijo también advirtió con toda claridad que no estuvo preparada para recibir alguna visita sino que la encontró como habitualmente puede encontrarse una cárcel y no con olor a pintura nueva".

Señaló que durante el encuentro con el miembro de la CIDH, se concretó una conversación en general, donde no preguntó sobre ningún caso particular, ni ningún hecho que pudiera tener alguna trascendencia.

El visitante, dijo, habló sobre su antigua vinculación con la Argentina, de antiguas revistas de nuestro país que había leído y nosotros le hicimos conocer cuáles son las características de estos establecimientos. La reunión en realidad fue muy cordial, afirmó el ministro.

Admitió luego que se le entregaron a Bertrand Galindo carpetas preparadas por la policía bonaerense sobre una serie de acontecimientos y de hechos documentados que permitirán tener una mejor información. Agregó que se hace referencia en la mayoría de la documentación a hechos en que resultaron víctimas miembros de la institución.

Finalmente, el doctor Mostajo aseguró que la provincia puso a disposición de los miembros de la comisión todos los medios a su alcance para que puedan desarrollar sus visitas con la amplitud y en la medida en que ellos quieran, a la vez que indicó que en nombre del gobierno de la provincia ofreció a los visitantes toda la colaboración que necesitaran para completar su información.

Declaraciones de Vargas Carreño

El doctor Vargas Carreño que fue abordado por el periodismo en el trascurso del almuerzo a que hacemos referencia al comienzo de esta crónica confirmó su visita junto con el doctor Tom Farer a las unidades penitenciarias de Olmos 1 y 8, mientras que el doctor Bertrand Galindo se dirigió al penal militar de Magdalena. Señaló que en el trascurso de su misión el representante de la CIDH conversó con 4 detenidos a disposición del Poder Ejecutivo Nacional, entre ellos el doctor Jorge Taiana.

Manifestó que en las cárceles 8 y 1, la primera de mujeres dialogaron con los internados en general, sin mencionar qué personas en particular entrevistaron.

Destacó luego que la comisión tuvo todas las facilidades para cumplir con su cometido en esta capital, así como en todo el país, y a continuación ante una consulta periodística el doctor Vargas Carreño afirmó que "la comisión, es un órgano de la OEA, cuyo objeto es la protección y la promoción del respeto por los Derechos Humanos.

"Uno de los medios a través de los cuales realiza ese cometido, es mediante estas observaciones, que aquí, con alguna ligereza, se han calificado como inspecciones indebidas; no es así".

"Nosotros —continuó— hemos venido fundamentalmente para coadyuvar la tarea de una real observación de los Derechos Humanos".

"Hemos venido a observar, —aseveró— y el gobierno nos ha dado una permanente colaboración, y al cabo de esta tarea, haremos un informe y las recomendaciones que estimemos pertinentes".

Al ser consultado sobre si la comisión había tomado en cuenta para su tarea observadora, las manifestaciones mul-

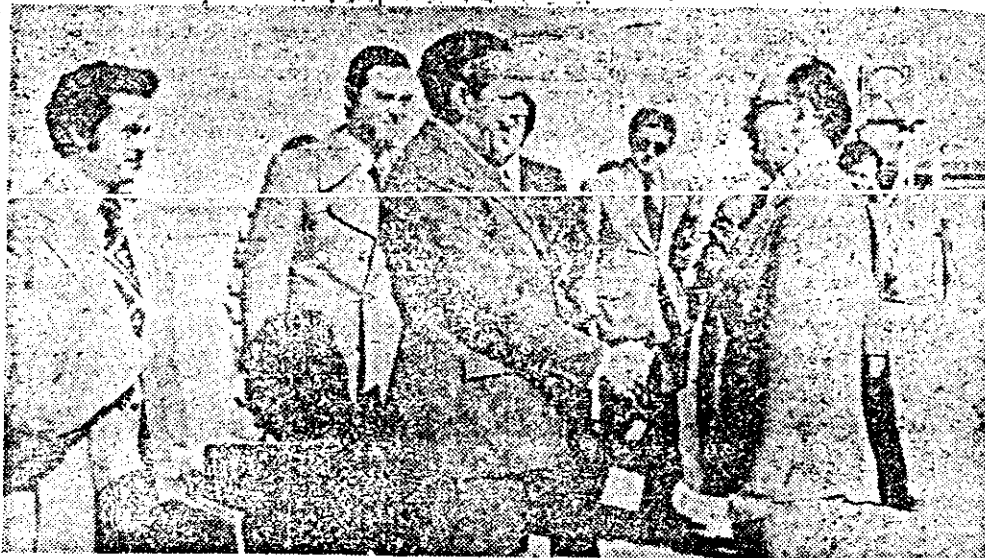
titudinarias del viernes último donde la Argentina se consagró con su representación juvenil de fútbol, campeón del mundo, el doctor Vargas Carreño afirmó que "no veo ninguna relación entre ese hecho y este otro, y cualquier interpretación que a ello se le dé, la encuentro equivocada".

"Personalmente no puedo relacionar ninguno de esos hechos que, a mi juicio, son enteramente diferentes y no guardan ninguna vinculación: por lo tanto, no puedo compararlos".

"Yo esa noche salí y vi esa alegría del pueblo argentino, y como muchos, me sentí identificado con ellos, pero de ahí a sacar conclusiones en uno y otro sentido, me parece ligero".

Respecto del balance sobre lo observado durante la jornada de ayer en esta capital, el miembro de la CIDH aseguró que "ese balance lo hará oportunamente la comisión, y cuando se le preguntó en qué plazo estaría elaborado el informe, dijo: "Hay tiempos para el tiempo".

1
(2)



Aguilar, de la CIDH, estrecha la mano al ministro de Gobierno de Chubut, capitán de navío Horacio Suárez, al llegar a Trelew, para luego visitar la cárcel local.

AGUILAR EN TRELEW: DESTACO LAS FACILIDADES RECIBIDAS

TRELEW (Chubut), 13 (De nuestro corresponsal). — El presidente de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), Andrés Aguilar, reiteró hoy aquí que el organismo "por definición, está obligado a actuar con la mayor objetividad e imparcialidad" y destacó "las facilidades obtenidas" para el cumplimiento de su misión en la Argentina.

Aguilar, que visitó durante cinco horas la unidad carcelaria número 6 de Rawson, distante 20 kilómetros de aquí, formuló estas apreciaciones en el ae-

ropuerto "Almirante Zar", momentos antes de emprender el retorno a la Capital Federal junto con los asesores Paz Bernica y Velazco Clark.

Declinó hablar sobre resultados de su gestión "pues —dijo— no queremos dar una impresión parcial" y explicó que "actuamos como subcomisiones, por lo que primero debemos informar a nuestros colegas de la CIDH e intercambiar impresiones" subrayando que "todo debe ser conocido antes por el gobierno argentino".

Desautorizó, además, pre-

suntas declaraciones de un colaborador de la CIDH que, según versiones, habría afirmado que en la Argentina "existen campos de concentración", al ser consultado sobre el tema por un periodista.

"Si alguna revelación se ha hecho por medio de alguna persona que tenga participación en la CIDH, ha sido hecha, en todo caso, sin el consentimiento de la totalidad de los integrantes del organismo", precisó el venezolano Aguilar.

Al respecto, ampliando sus conceptos al ser interrogado sobre si el informe de la CIDH podría comprometer la imagen de la Argentina en el exterior, indicó que "por definición, estamos obligados a actuar con la mayor objetividad e imparcialidad, porque formamos parte de un organismo creado con el objeto de hacer una apreciación que tenga todas esas características".

La misión de la Organización de Estados Americanos llegó a Trelew a las 11.25, y a las 12.5 a la unidad carcelaria, adonde venían para interiorizarse de la situación de los detenidos allí. Estuvieron dentro de ella hasta las 17.30, hora en que abandonaron el Instituto para dirigirse al aeropuerto y retornar a la Capital Federal.

Destacáronse en Trelew las facilidades para actuar

Trelew (Chubut) (NA) — Una visita de poco más de seis horas hizo a esta provincia un grupo de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) para interiorizarse de la situación de los detenidos en la unidad carcelaria número 6, de Rawson, distante 20 kilómetros de aquí.

La delegación de la CIDH llegó a las 11.25 al aeropuerto Almirante Zar, encabezado por el titular de ese organismo, Andrés Aguilar, e integrado por los asesores Velazco Clark y Paz Bernica, quienes se negaron a formular declaraciones a los periodistas que los aguardaban.

Estaba prevista, también, la llegada del norteamericano Tom Farer, quien no viajó por un cambio de programa de último momento, ya que integró otro subgrupo de la CIDH que visitó unidades carcelarias de la ciudad de La Plata.

En el aeropuerto fueron recibidos por el ministro de gobierno, educación y justicia, capitán de navío (RE) Jorge Suárez; por el jefe de la policía provincial, coronel Héctor Schillagi, y por el secretario de información pública y turismo, Aldo Proietto, con quienes se trasladaron a Rawson.

A las 12.5 llegaron a la unidad carcelaria número 6, donde las autoridades del penal informaron al periodismo que los integrantes de la CIDH no iban a formular declaraciones, que almorzarían en el lugar y que tenían el propósito de abordar el vuelo de las 18 que los retornaría a la capital federal.

Manifestaciones de Aguilar

El presidente de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), Andrés Aguilar, reiteró ayer aquí que el organismo "por definición, está obligado a actuar con la mayor objetividad e imparcialidad" y destacó "las facilidades obtenidas" para el cumplimiento de su misión en la Argentina.

Aguilar, que visitó durante cinco horas la unidad carcelaria número 6 de Rawson, distante 20 kilómetros de aquí, formuló estas apreciaciones en el aeropuerto Almirante Zar, momentos antes de emprender el retorno a la capital federal junto con los asesores Paz Bernica y Velazco Clark.

Declinó hablar sobre resultados de su gestión "pues —dijo— no queremos dar una impresión parcial" y explicó que "actuamos como subcomisiones, por lo que primero debemos informar a nuestros colegas de la CIDH e intercambiar impresiones", subrayando que "todo debe ser conocido antes por el gobierno argentino".

Desautorizó, además, presuntas declaraciones de un colaborador de la CIDH que, según versiones, habría afirmado que en la Argentina "existen campos de concentración", al ser consultado sobre el tema por un periodista.

"Si alguna revelación se ha hecho por medio de alguna persona que tenga participación en la CIDH, ha sido hecha, en todo caso, sin el consentimiento de la totalidad de los integrantes del organismo", precisó el venezolano Aguilar.

Al respecto, ampliando sus conceptos al ser interrogado sobre si el informe de la CIDH podría comprometer la imagen de la Argentina en el exterior, indicó que "por definición, estamos obligados a actuar con la mayor objetividad e imparcialidad, porque

tomamos parte de un organismo creado con el objeto de hacer una apreciación que tenga todas esas características".

Aclaró que la comisión no puede hacer ninguna revelación sobre las denuncias recibidas, y al ser consultado acerca de si se tienen en cuenta los antecedentes históricos del país, explicó que "no vamos a examinar la situación de los derechos humanos en la época de Sarmiento, Mitre o Avellaneda, sino la situación en este momento y en este tiempo histórico".

Ante la insistencia periodística sobre a partir de qué momento se examina la observancia de los derechos humanos, Aguilar se limitó a indicar que "eso lo decidiremos cuando lleguemos a una conclusión". Tras lo cual abordó el avión que lo condujo a la capital federal.

LA RAZÓN 14-9-79

Una Desautorización

EL presidente de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), doctor Andrés Aguilar, desautorizó ayer a miembros auxiliares de esa entidad que pudieran haber hecho afirmaciones sobre la presunta existencia de "campos de concentración" en nuestro país. "Las afirmaciones que pudieran haber hecho algunos miembros auxiliares de la CIDH fueron hechas sin nuestro consentimiento y, por lo tanto, son ajenas a los miembros responsables de la Comisión. Nuestra labor —subrayó el jurista venezolano— se desarrolla con toda normalidad y facilidades, bajo el amparo y la seguridad que nos brinda todo el pueblo argentino". Como se recuerda, días atrás el doctor Jorge Lawton, miembro auxiliar de la CIDH, expresó a un periodista local que en la Argentina hay "campos de concentración" y al preguntársele dónde estarían, a su juicio, ubicados, guardó un prudente silencio.

Comunicación 14-9-79

Deliberó el Consejo de Almirantes

Con la presidencia del comandante en jefe de la Armada, almirante Armando Lambruschini, deliberó ayer por la tarde en el edificio Libertad, sede de ese Comando en Jefe, el Consejo de Almirantes.

A su término se dio a conocer el siguiente comunicado:

"A las 15.30, presidido por el comandante en jefe de la Armada, almirante Armando Lambruschini, comenzó a deliberar en el edificio Libertad, el Consejo de Almirantes.

"Durante la reunión se trataron temas de orden institucional, entre los cuales se evaluó el grado de cumplimiento de las directivas impartidas para el presente año naval.

"Con respecto del orden nacional se consideró la marcha del Proceso, las bases para el Plan Político, y las declaraciones emitidas en los últimos días, vinculadas con la visita de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos.

"La reunión culminó a las 20".

Por otra parte cabe informar que el almirante Lambruschini visitó la isla Martín García donde observó el estado en que se encuentran las tareas destinadas a permitir las actividades turísticas.

El Consejo de Almirantes trató ciertas expresiones

Una prolongada reunión, presidió ayer el comandante en jefe de la Armada, almirante Armando Lambruschini, en el edificio "Libertad".

Sessionó allí, el Consejo de Almirantes, organismo máximo de la institución naval que integran todos los vicealmirantes y contralmirantes en actividad.

De acuerdo con el parte oficial "En el mismo se trataron temas de orden institucional, entre los cuales se evaluó el grado de cumplimiento de las directivas impartidas para el presente año naval".

"Con respecto al orden nacional, se consideró la marcha del Proceso, las bases para el Plan Político y las declaraciones emitidas en los últimos días, vinculadas con la visita de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos".

Las deliberaciones dieron comienzo a las 15.30 y finalizaron a las 20.

Con los vicealmirantes

Para hoy fueron convocados por el almirante Lambruschini, los vicealmirantes en actividad en todo el país.

Esta reunión estaba prevista para el martes, pero fue diferida con motivo del viaje que afectó a Santa Fe, Corrientes y Misiones el comandante en jefe de la Armada.

CRÓNICA 14-9-79

Almirantes: Declaraciones

El Consejo de Almirantes, reunido en la tarde de ayer por espacio de más de 4 horas, analizó temas de orden institucional, especialmente aquellos que se vinculan al cumplimiento de las directivas impartidas para el presente año naval. Con respecto a los tópicos de carácter nacional —señala el parte oficial emitido al finalizar la reunión— "se analizaron aspectos salientes de la marcha del Proceso de Reorganización Nacional; las Bases del Plan Político y las declaraciones emitidas en los últimos días y que se vinculan a la visita que realiza a la Argentina la Comisión Interamericana

de Derechos Humanos". Presidió las deliberaciones el comandante en jefe de la Fuerza, almirante Armando Lambruschini

RECORDATORIO

Se evaluaron los últimos sucesos

Reunión de altos mandos de Marina

Después de cuatro horas y media finalizó ayer, a las 20 horas, la reunión de los altos mandos de la Armada que, con la presidencia de su comandante en jefe, almirante Armando Lambruschini, se realizó en el edificio Libertad.

Allí, con la participación de todos los vicealmirantes en actividad y con destino en el país, según se informó, se trataron temas de orden institucional, evaluándose también el grado de cumplimiento de las directivas impartidas en el presente año.

Con respecto al orden nacional se consideró la marcha del Proceso, las bases para el plan político y las declaraciones que recientemente fueron emitidas en vinculación a la visita de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos.

Antes, por la mañana, el almirante Lambruschini había recibido, en audiencia especial, al canciller de Austria, señor Willibald Pahr. La visita fue estrictamente de carácter protocolar y se concretó, pocos minutos después de las 10, en el edificio Libertad, sede del Comando en Jefe del arma.

Al arribo del ministro austriaco, efectivos de la policía militar del arma, formados con bandera y banda, rindieron los honores de estilo.

Finalmente, antes de ingresar a la reunión de los altos mandos, el almirante Lambruschini tuvo tiempo como para realizar una visita a la Isla Martín García, para observar el estado en que se encuentran las tareas destinadas a permitir actividades turísticas en esa zona. Lo hizo desde el Aeroparque Metropolitano re-

tornando poco antes de las 15 horas.

● En el Comando en Jefe de la Armada se informó, ayer, que el almirante Lambruschini partirá el sábado próximo la ciudad de Rufino, especialmente invitado por el gobernador de la provincia de Santa Fe, vicealmirante (RE) Jorge Anibal Desimoni, a la Fiesta Nacional de la Ganadería, que allí año a año se celebra. Y que efectivos de primero y segundo año de suboficiales de la Infantería de Marina, con asiento en la base de Mar del Plata, viajaron con destino a Azul, donde efectuarán ejercicios previstos en la actividad anual.

“El plan —se detalló— se ejecutará en tres semanas, cumpliéndose ejercicios de combate que completan el período previsto de preparación castrense”.

CIDH: ALMIRANTES ANALIZARON LAS DIFERENTES DECLARACIONES

El Consejo de Almirantes se reunió ayer durante más de 4 horas para tratar, entre otros temas, las declaraciones dadas a publicidad con motivo de la visita que efectúa a la Argentina la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), según informó anoche el Comando en Jefe de la Armada.

El comunicado oficial señala que durante las deliberaciones, que se iniciaron a las 15.30 el Consejo de altos mandos navales volvió a examinar aspectos de las bases del plan político de las Fuerzas Armadas que actualmente se encuentran a consideración de la Junta Militar.

La información oficial acerca de la reunión expresa lo siguiente:

A las 15.30 horas y presidido por el Comandante en Jefe de la Armada, almirante Armando Lambruschini, se reunió el Consejo de Almirantes.

En el mismo se trataron temas de orden institucional, entre los cuales se evaluó el grado de cumplimiento de las directivas impartidas para el presente año naval.

Con respecto al orden nacional, se consideró la marcha del proceso, las bases para el plan

Durante cuatro horas deliberó ayer el Consejo de Almirantes. El alto cuerpo naval se reunió para tratar, entre otros temas, las declaraciones dadas a publicidad con motivo de la visita que efectúa a la Argentina, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. El cónclave se llevó a cabo con la presidencia del Comandante en Jefe de la Armada, almirante Armando Lambruschini.

político y las declaraciones emitidas en los últimos días vinculados con la visita de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos".

"El Consejo de Almirantes deliberó hasta las 20 horas".

LA RAZÓN
14-9-79

Impugnación a Bittel

En una declaración que firman Luis Sobrino Aranda, presidente, y Sergio Vázquez, secretario, el Centro de Estudios para una Democracia Social (CEDES) impugnó las manifestaciones del vicepresidente 1° del Partido Justicialista, Deolindo Felipe Bittel, expresando su disenso "con el documento personal publicado, no en representación del justicialismo como se sostiene, por cuanto no fue aprobado por los órganos par-

tidarios" y que firma el mencionado dirigente. La impugnación se funda en que "no es el fiel pensamiento de todos los justicialistas agrupados en CEDES, ni tampoco creemos —puntualiza— que lo sea de la mayoría de los dirigentes ni de la inmensa mayoría de los cuadros de base que nos agrupan". Señala que la declaración de Bittel "parcializa una realidad" y omite señalar "la acción autocrítica partidaria". Destaca "la medida que busca coincidir en el futuro para todos en un reencuentro de paz" de los ex presidentes Isabel Perón y Alejandro Lanusse y crítica la opción de Bittel de "ahondar las desinteligencias".

De Dulevich Uzal

El titular del Movimiento Precursor de la Unidad Republicana de los Argentinos (PURA), profesor Ariel Dulevich Uzal, dio una declaración referida a manifestaciones de la ex presidente María Estela Martínez viuda de Perón,

señalando que "ha sorprendido al país reclamando un estado de derecho y dirigiendo dicerios contra el pensamiento liberal argentino, a la vez que haciendo la apología del supuesto humanismo justicialista".

Agrega que el sentido de esos conceptos "se suma al coro de voces que desde el extranjero atacan al prestigio de la Nación que no pudieron sojuzgar" y coinciden con los pronunciados por ex mandatarios y dirigentes del peronismo. Ese sentido —afirma— "apunta a tergiversar la verdad histórica respecto de las causas generadoras y el desarrollo del caótico proceso al que pusieron fin las Fuerzas Armadas en marzo de 1976".

Justicialistas refutan expresiones de Deolindo Bittel

El Centro de Estudios para una Democracia Social (CEDES) impugnó hoy la declaración que entregó al periodismo el vicepresidente primero del partido Justicialista, Deolindo Felipe Bittel, después de su reunión con la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), y puso en tela de juicio que ese documento tenga el carácter de un pronunciamiento partidario.

En una declaración que firman Luis Sobrino Aranda y Sergio Vázquez, presidente y secretario general, respectivamente, el CEDES opinó que sin "una mancomunada y recíproca autocrítica de todos los sectores del quehacer nacional no se posibilitará la gran aspiración de nuestro pueblo: la unidad nacional en paz".

"Queremos con lo dicho —añade— expresar nuestro disenso con el documento personal, no en representación del justicialismo, como se sostiene, por cuanto no fue aprobado por los órganos partidarios, del señor Deolindo Bittel, por no ser el fiel reflejo del pensamiento de todos los justicialistas que nos agrupamos en CEDES, ni tampoco creemos que lo sea de la mayoría de los dirigentes, ni de la inmensa mayoría de los cuadros de base que nos agrupan".

Sobre el contenido de la declaración de Bittel, sostiene además CEDES que "su texto sólo logra parcializar una realidad, y la expresión formal que sólo trasunta una forma de pensamiento que no sienten las mayorías, al omitir señalar la acción autocrítica partidaria".

A juicio de la entidad, por otra parte, "mientras Isabel Perón o Alejandro Lanusse, ex presidentes que representaron en su momento el poder civil y militar, respectivamente, optaron por la crítica constructiva, en donde predomina la medida que busca coincidir en el futuro para todos en un reencuentro de paz, el vicepresidente primero del justicialismo optó por la ya conocida forma demagógica de ahondar las desinteligencias que anidan en la semilla de nuestro pueblo, con lo que sólo se lograría, de imperar ella, el caos final". (NA)

Pedido de la ADA al ministro del interior

Por medio de un comunicado que firma el presidente de la entidad, señor Luis F. Monetta, la Agrupación Democrática Argentina (ADA) solicita al ministro del interior la exclusión del peronismo en todo el ámbito del país tanto en lo político como en lo sindical.

Señala la entidad que "el agravio intolerable e irracional no admite términos me-

dios. El Poder Ejecutivo nacional tiene la obligación de defender al pueblo argentino a costa del mayor sacrificio. Hay que terminar con tanta complacencia empleada para los enemigos. Las declaraciones de Deolindo F. Bittel son propias del grupo 'montoneros' que desde el exterior conspira contra la estabilidad del gobierno de reorganización nacional. La guerrilla sigue actuando a través de indignos argentinos al servicio de ideas foráneas".

Declaración de las Juventudes Democráticas

A raíz de las declaraciones de los dirigentes justicialistas Deolindo Bittel y Herminio Iglesias efectuadas ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos y su posterior publicidad, emitió un comunicado el Movimiento de Juventudes Democráticas de la República Argentina, firmado por los señores Mario Passo y Alejandro I. Ruiz de la Vega, presidente y secretario general, respectivamente.

Señalase que "de su primer análisis surge el interrogante sobre si los firmantes creen que los argentinos somos débiles mentales o carecemos de memoria", para agregar que "como es público y notorio, antes de descalificar públicamente a los 'montoneros' en la plaza de Mayo el líder Juan Domingo Perón los consideraba, y así lo reconoció en forma reiterada, como las 'formaciones especiales' de su movimiento. En varios velatorios de terroristas muertos en enfrentamientos con las autoridades, aparecieron coronas florales con la inscripción de su nombre y unos cuantos de los subversivos que perecieron en Trelew fueron velados en el local del partido Justicialista ubicado en la avenida La Plata de esta capital, en tiempos en que el incalificable Héctor José Cámpora era 'delegado personal' del tirano prófugo.

Más adelante, el movimiento señala que "parecen olvidar, o pretenden que olvidemos que el propio Perón, ante las inocultables evidencias, tuvo que disponer el desplazamiento del gobernador de la provincia de Buenos Aires, Oscar Bidegain, después del sangriento ataque a la guarnición militar de Azul, por estimar que ese mal funcionario, hoy prófugo de la justicia y vociferador contra la Argentina desde el extranjero, había sido el protector de los agresores subversivos".

Cámara Argentina de Propiedad Horizontal

Con la firma de los señores Robindo Mercu y Enrique Bullrich, presidente y prosecretario de la Cámara Argentina de la Propiedad Horizontal, se envió un telegrama a la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos, en el que expresa que las Fuerzas Armadas no son culpables de la guerra civil "que tanto daño nos ha hecho".

Nuestra Nación —continúa— fue agredida por las fuerzas oscuras de afuera y los malos hijos de adentro, correspondiendo a la madre sufrir y castigar a los segundos. Invocamos la ecuanimidad y sabiduría de esa honorable Comisión, para que se esclarezcan los hechos, partiendo de los horrendos asesinatos de Salustro, Aramburu, Sánchez, Quijano, Quiroga, Mor Roig, Larrañure, Berdina y tantas otras formas del terrorismo apátrida, y para que nuestra Patria y las naciones hermanas no vuelvan a ser agredidas, como ya se está insinuando.

D. POPULAR

14-9-79

REPLICA

El Centro de Estudios para una Democracia Social (CEDES) impugnó ayer la declaración que entregó al periodismo el vicepresidente primero del Partido Justicialista Deolindo Felipe Bittel, luego de su reunión con la Comisión Interamericana de Derechos Humanos

(CIDH) y puso en tela de juicio que ese documento tenga el carácter de un pronunciamiento partidario.

En una declaración que firman Luis Sobrino Aranda y Sergio Vazquez, presidente y secretario general, respectivamente, la CEDES opinó que sin "una mancomunada y recíproca autocritica de todos los sectores del quehacer nacional no se posibilitará la gran aspiración de nuestro pueblo: La unidad nacional en paz".

"Queremos con lo dicho -añade- expresar nuestro disenso con el documento personal, no en representación del Justicialismo, como se sostiene, por cuanto no fue

aprobado por los órganos partidarios, del señor Deolindo Bittel, por no ser el fiel reflejo del pensamiento de todos los justicialistas que nos agrupamos en CEDES, ni tampoco creemos que lo sea de la mayoría de los dirigentes, ni de la inmensa mayoría de los cuadros de base que nos agrupan".

Sobre el contenido de la declaración de Bittel, sostiene además CEDES, que "su éxito sólo logra parcializar una realidad, y la expresión formal que se usa, sólo trasunta una forma de pensamiento que no sienten las mayorías, al omitir señalar la acción autocrítica partidaria".

A juicio de la entidad, por otra parte, "mientras Isabel Perón o Alejandro Lanusse, expresidentes que representaron en su momento el poder civil y militar, respectivamente, optaron por la crítica constructiva, en donde predomina la mesura que busca coincidir en el futuro para todos en un encuentro en paz, el vicepresidente primero del justicialismo optó por la ya conocida torma demagógica de ahondar las desinteligencias que anidan en la semilla de nuestro pueblo, con lo que sólo se lograría, de imperar ella, el caos final".

LA PRENSA

18-9-79

Del profesor Dulevich Uzal

A raíz de las manifestaciones efectuadas a través de un comunicado por María Estela Martínez de Perón, dio una declaración el titular del Movimiento Precursor de la Unidad Republicana de los Argentinos (PURA), profesor Ariel Dulevich Uzal.

Señala que "desde su 'prisión' —como la llama— en la quinta presidencial de San Vicente, la señora de Perón ha sorprendido al país con declaraciones en que reclama 'un estado de derecho' y dirige dicitos contra el pensamiento liberal argentino, al tiempo que hace la apología del supuesto 'humanismo justicialista'.

"El sentido de tales conceptos, coincidentes con otros pronunciados por ex mandatarios y dirigentes del peronismo, que se suman al coro de voces que desde el extranjero atacan el prestigio de la Nación que no pudieron sojuzgar, apuntan a tergiversar la verdad histórica respecto de las causas generadoras y el desarrollo del caótico proceso al que pusieron fin las Fuerzas Armadas en marzo de 1976. Para ello se aprovecha la circunstancia

de que aún no se le ha dicho al país en forma fehaciente, la ineludible responsabilidad que le cupo a la última gestión justicialista en el surgimiento del peronismo. La actividad guerrillera fue iniciada por las 'formaciones especiales', que no eran otra cosa que el brazo armado del peronismo, cuya actividad fue calificada de 'patriótica', por el propio jefe del movimiento. No fue casual que la primera víctima de su accionar haya sido el presidente de la República durante la Revolución Libertadora, crimen del que se vanagloriaban las fallanges terroristas —cuando aún eran 'esa juventud maravillosa'— coreando públicamente un infamante estribillo: 'duro, duro, duro, aquí están los montoneros que mataron a Aramburu'".

Más adelante el titular del PURA señala que "luego las luchas intestinas de predominio, que antes provocaron el baño de sangre en Ezeiza, decidieron tardíamente el enfrentamiento y la persecución oficial al ERP y a montoneros, pero dieron nacimiento a otra fracción terrorista, las tres "A", presuntamente inspirada por quien fuera el hombre de mayor poder en el gobierno de la ex presidente, José López Rega.

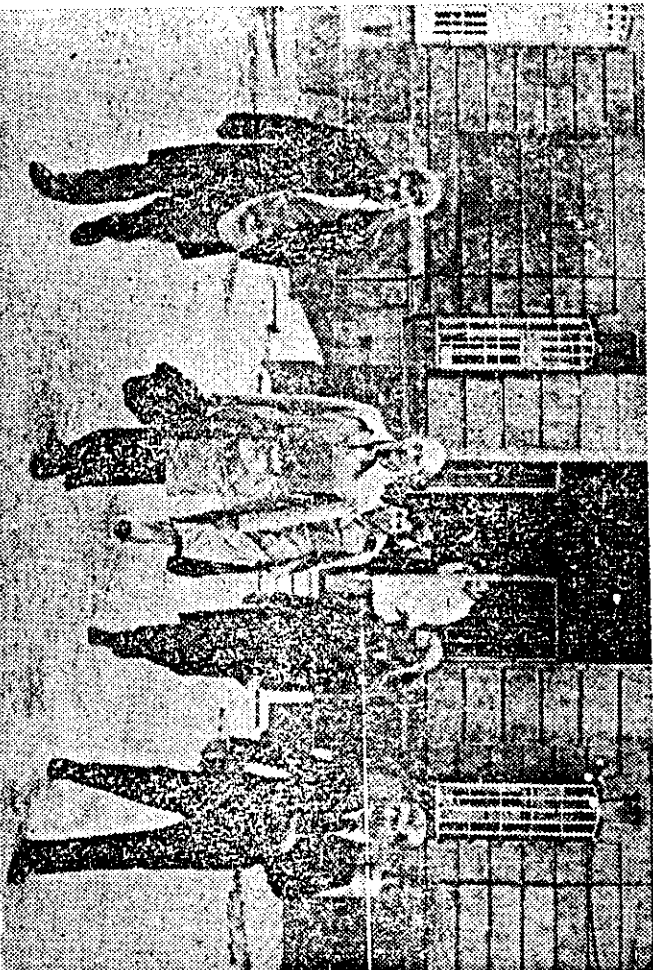
"Va de suyo que nada tiene que ver con estos crímenes y excesos el sector ciudadano que creyó y votó a su líder, pero ha quedado ostensiblemente probada la participación que tuvo en ellos el grupo encabezado por quien se llamó a sí misma 'la mujer del látigo', autora de las aludidas declaraciones".

LA NACIÓN 19-9-79

Tergiversación

Al referirse a las manifestaciones vertidas por la ex presidente Perón, el profesor Ariel Dulevich Uzal, titular del Movimiento Precursor de la Unidad Republicana de los Argentinos (PURA), señala que "tales conceptos, coincidentes con otros pronunciados por el ex mandatario y dirigentes del peronismo, que se suman al coro de voces que desde el extranjero atacan al prestigio de la Nación que no pudieron sojuzgar, apunta a tergiversar la verdad histórica respecto de las causas generadoras y el desarrollo del caótico proceso al que pusieron fin las Fuerzas Armadas en marzo de 1976".

Dice luego que "no fue casual que la primera víctima del accionar de las formaciones especiales haya sido el ex presidente de la República durante la Revolución Libertadora", y recuerda la destrucción dispuesta por el Ministerio del Interior de prontuarios y antecedentes que la acción policial había registrado de los criminales subversivos y otros episodios que tuvieron lugar a partir de 1973.



Se retiran de la Cárcel de Mujeres de La Plata, donde habían conversado con varias de las allí detenidas y constatado las condiciones generales del establecimiento, los integrantes de la CIDH doctores Edmundo Varga Carreño, Tom Farel y Bertrand Galindo

Evoca diversos sucesos el Dr. Guerrero Leconte

El ex presidente de la Cámara, en lo Criminal y Correccional Federal y esta capital, doctor Victor A. Guerrero Leconte, dio una declaración relacionada con las manifestaciones formuladas por el vicepresidente del partido Justicialista Deolindo Bittel, en relación con la visita de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. El doctor Guerrero Leconte expresa lo siguiente:

"He leído con estupor el comunicado dado a conocer en el día de ayer por el señor Bittel, lo que ha traído a mi recuerdo que, la institucionalización de las torturas en el país ha ocurrido durante el gobierno que finalizó en septiembre de 1955. Recuerdo los hechos cometidos contra las obreras telefónicas, una de las cuales abortó a raíz de los apremios ilegales; el caso del obrero Aguirre, de Tucumán; el del estudiante Bravo; la muerte del doctor Ingallinella, en Rosario y muchos otros que demandaron que ya en el año 1950 el propio oficialismo aceptara la formación de la comisión parlamentaria presidida por el diputado Visca y secretario el doctor Decker, que apartándose de su misión cerraron cientos de diarios en toda la República; recuerdo las iniciaciones del año judicial, donde el ministro de justicia y el propio presidente de la Corte Suprema manifestaba que el Poder Judicial debía estar al servicio del entonces presidente de la República.

"Recuerdo el daño que se

hizo a la Policía Federal por la obra de los tenebrosos hermanos Cardoso e incluso por la ley que constituyó el Código de Justicia Policial, cuyo artículo primero manifestaba que la institución debía estar al servicio del justicialismo, única vez en la historia argentina que se pone una institución al servicio de un partido político. Recuerdo muchas otras cosas, como los incendios de las iglesias, de la sede de los partidos y hasta de nuestra propia enseña patria. Recuerdo que cientos de abogados fueron privados de su libertad por defender a presos políticos,

lo que determinó una declaración de la Federación Argentina de Colegios de Abogados sobre el particular en el mes de mayo de 1955. Recuerdo muchas otras cosas que sería muy largo enumerar".

"Sobre la época de 1973 a 1976 prefiero no hablar por cuanto he tenido que juzgar muchos de esos hechos como juez del tribunal federal".

"No puedo dejar de señalar el hecho del festejo de la población argentina al triunfo de los campeonatos mundiales, que sólo ha sido posible por aquellos que han dado la vida para conseguir la paz que hoy tenemos. El pueblo no hubiese podido andar libremente por las calles como lo ha hecho, sin temor a bombas ni incendios ni la muerte alevosa escondida en cada esquina. Es ello lo que hay que contabilizar".

UN JUEZ ACUSA AL PERONISMO DE INSTITUCIONALIZAR LA TORTURA

El ex juez y ex presidente de la Cámara en lo Criminal y Correccional Federal de esta capital, Víctor Guerrero Leconte, dijo haber "leído con estupor" el comunicado que dio a conocer el vicepresidente primero del Partido Justicialista, Deolindo Bittel, en relación con la visita de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), y señaló que en oportunidad de haber ejercido el gobierno esa agrupación se puso a la policía "al servicio del justicialismo, única vez en la historia argentina que se pone una institución al servicio de un partido político".

Guerrero Leconte hizo conocer su posición a los periodistas destacados en el palacio de los tribunales, oportunidad en que dijo por escrito que lo expresado por Bittel en el documento que entregó luego de haber entrevistado a los miembros de la CIDH trajo a su "recuerdo que la institucionalización de las torturas en el país ha ocurrido durante el gobierno que finalizó en setiembre de 1955".

El ex juez señaló que "recuerdo los hechos cometidos contra las obreras telefónicas, una de las cuales abortó a raíz de los apremios ilegales; en caso del obrero Aguirre, de Tucumán; los del estudiante Bravo; la muerte de Ingalinella en Rosario y muchos otros que demandaron que ya en el año 1950 el propio oficialismo aceptara la formación de la comisión parlamentaria presidida por el diputado Visca y secretario doctor Decker, que apartándose de su función cerraron cientos de diarios en toda la República".

Agregó que también recordaba "las iniciaciones del año judicial donde el ministro de Justicia y el propio presidente de la Corte Suprema manifestaba que el Poder Judicial debía estar al servicio del entonces presidente de la República; recuerdo el daño que se hizo a la Policía Federal por la obra de los tenebrosos hermanos Cardoso e incluso por la ley que constituyó el Código de Justicia

Policial y cuyo artículo primero manifestaba que la institución debía estar al servicio del justicialismo, única vez en la historia argentina que se pone una institución al servicio de un partido político.

Agregó que también recordaba "muchas otras cosas, como los incendios de las iglesias, de la sede de los partidos y hasta de nuestra propia enseña patria. Recuerdo que cientos de abogados fueron privados de su libertad por defender a presos políticos lo que determinó una declaración de la Federación Argentina de Colegios de Abogados sobre el particular en el mes de mayo de 1955. Recuerdo muchas otras cosas que sería muy largo enumerar".

Respecto de la época comprendida entre 1973 y 1976 dice que "prefiero no hablar por cuanto he tenido que juzgar muchos de esos hechos como juez del tribunal federal".

Finalmente sostiene Guerrero Leconte que "no puedo dejar de señalar el hecho de festejo de la población argentina el triunfo de los

Campeonatos Mundiales, que sólo ha sido posible por aquellos que haciendo la vida para conseguir la paz que hoy tenemos".

"El pueblo no hubiese podido andar libremente por las calles como lo ha hecho, sin temor a bombas ni incendios ni la muerte alevosa escondida en cada esquina.

INCIDENTE EN CORDOBA

CORDOBA.— La actitud de dos individuos que tomaban fotos de las personas que aguardaban turno para presentar denuncias ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), generó un incidente cuyo principal protagonista fue uno de los abogados de dicho organismo.

Desde el momento de la labor de la delegación de la CIDH, establecida en el hotel Crillón los miembros de prensa locales se abstuvieron de tomar fotos individuales de los denunciados atendiendo a una sugerencia que en ese sentido les fue formulada por aquella.

7

Manrique,
LA RAZON
14-9-74

A partir de las 10.20 comen- zaron a llegar hoy al edi- ficio de la OEA los miem- bros de la CIDH, encabezados por el doctor Andrés Aguil- ar. Diez minutos antes había arribado el señor Francisco Manrique, cuya entrevista con los miembros de la comisión se prolongó por 55 minutos. Luego fueron recibidos repre- sentantes de los partidos So- cialista Unificado, encabeza- dos por Simón Lázara, y So- cialista Popular, representado por el señor Victor García Costa. Cerca del mediodía el secretario ejecutivo de la CIDH, doctor Edmundo Var- gas Carreño, recibió a los pe- riodistas en el primer piso del edificio de la OEA.

Tras señalar que la activi- dad de la Comisión continua- ba desarrollándose normal- mente se le preguntó si esta se había entrevistado con el doctor Héctor J. Cámpora, respondiendo: "Ustedes (se re- fería a los periodistas presen- tes en la conferencia de pre- nsa, que en los últimos días han cubierto la actividad de la CIDH) nos han seguido a todas partes", a lo cual un re- presentante de la prensa rep- licó que "no a todas", pero el funcionario consideró ago- tado ese tema. Siempre res- pondeando a la requisitoria periodística, señaló que ayer en La Plata la Comisión —que regresó a la Capital Federal a las 3 de la mañana de hoy— recibió informaciones del jefe de la Policía de la provincia de Buenos Aires y visitó las unidades carcelarias 1, 8 y 9.

Cuando se le preguntó si los detenidos en esas unida- des estaban al tanto de la actividad y la misión que cumplía la Comisión Inter- americana de Derechos Hu- manos, el doctor Vargas Car- reño respondió afirmativa- mente, señalando que "la ma- yoría estaba informada". También se lo inquirió acerca de la actuación en los últimos días de fotografías de dudoso origen frente al edificio de la OEA, a lo cual el funcionario contestó que "la cooperación de ustedes (nuevamente re- firiendo al periodismo) ha si- do muy útil y cuando nosotros hemos detectado fotografías no pertenecientes a publica- ciones los hemos invitado a retirarse", acotó, aunque no pudo especificar la causa por la que esos fotografías toma- ban fotografías en el lugar, ni a quién representaban.

Al formularse preguntas en torno a denuncias sobre desapariciones ocurridas pre- sumtamente en la Argentina de ciudadanos bolivianos y uruguayos, Vargas Carreño afirmó que la CIDH "no considera nacionalidades de las presuntas víctimas, sino que investiga hechos ocurridos en territorio argentino. Por úl- timo, un periodista extranjero le preguntó si la CIDH ha- bía tenido algún problema en su actuación hasta el momen- to, a lo cual el secretario ejecutivo de la comisión res- pondió: "El único problema es la falta de tiempo". Esta tarde la CIDH se encontraba realizando reuniones internas.

Socialistas

El presidente del partido Socialista Unificado, Simón Alberto Lázara, acompañado de Héctor Vázquez y del se- cretario de la Juventud So- cialista Unificada, Carlos Pé- rez, se entrevistó con miem- bros de la Comisión Interame- ricana de Derechos Humanos. Al término de la reunión, el movimiento dio a conocer al- gunas reflexiones.

Entre ellas, señala que "la responsabilidad de la obser- vancia de los derechos huma- nos es del Estado. Este tiene que cuidar de la seguridad de

los habitantes y dispone de un vasto poder en cuyo uso no puede haber amoralidades de ningún tipo. El uso de la fuerza debe ser monopolizado por el Estado, y emplearse con absoluta justicia. El Es- tado está obligado a actuar con claridad y a asumir la responsabilidad de sus actos de acuerdo con las garantías y derechos de la Constitución y la ley". Tras señalar que "la democracia se defiende con la vigencia de la democracia y no eliminando las institu- ciones democráticas", expresa su preocupación por la acción abierta o encubierta de quien- es quieren hacer aparecer a la discrepancia con actos de gobierno, como subversión o como crítica al país.

Documento de Manrique

El titular del partido Fed- eral, Francisco G. Manrique, entregó hoy a la Comisión In- teramericana de Derechos Humanos (CIDH) una nota en la que el agrupamiento to- ma posición frente a la pre- sencia del citado organismo internacional en nuestro país. Señala que el hecho debe aceptarse como una ofrenda de dignidad que debemos aprovechar "para un íntimo examen de conciencia", para corregir errores y "eliminar las costumbre viciosas que nos han llevado a la incom- presión y aun a la sospecha internacional".

Dice que "muy lamentable resulta que esta semana, las actividades de la Comisión ha- yan sido acompañadas por una serie de expresiones, declara- ciones o comunicados, disfra- zados de beatíficos institucio- nalistas, según la ocasión, con abuso de los recursos de re- currir a Dios tantas veces ofen- dido o a la Constitución tan- tas veces violada, como si se pretendiese aprovechar de la presencia de la CIDH para hacernos caer en el grave pe- cado de la pérdida de memoria.

"La violencia, entre nosotros —subraya el documento— data de mucho tiempo atrás. Solo- mente recordando estos últi- mos años, salta a la memoria aquel presidente que proclama- ba el crimen, el latrocinio y el odio desde los balcones de la Casa de Gobierno, para aliarse después con los extremismos de ambos signos. Y esos amorfos —señala Manrique—, de ese presidente y sus colaboradores, con los extremismos de signos opuestos, dieron al país la ver- güenza de un enfrentamiento armado entre ambos bandos, con centenares de muertos y heridos. Y lo peor es que la República —añade— quedó atrapada por ideólogos y eje- cutivos de una forma de pen- sar y proceder que nada tenían que ver con esta Argentina a la que nos debemos".

Más adelante señala que "la nación avanzaba hacia el apogeo de la locura asesina, en coincidencia con el perma- nente olvido de la justicia, con la ausencia de legislación adecuada a las circunstancias, porque esas circunstancias eran manejadas por quienes no querían la justicia. Y ese olvido, ese creciente olvido de la justicia, ha convivido, du- rante muchos años, con la decadencia nacional. Pero, hoy por hoy, en esta particu- lar oportunidad se intenta de- formar la realidad de nues- tros problemas, en un intento de volver hacia atrás, como si nada hubiese ocurrido.

Este gobierno llegó al poder reclamado por todos, hasta por los miembros de una pan- dilla para defenderse de las pufaladas de la otra. Y llegó al poder para poner punto fi- nal a tanta inmundicia y dor- lor, encontrando en la guerra sucia en que estábamos in-

mersos, que todo intento de hacer justicia era imposible, porque esa justicia reclamada y necesaria, sus instrumentos y sus métodos, habían desapa- recido frente al matonismo, a las aberraciones políticas, a la sensualidad del poder y a la concupiscencia de los mis- mos que hoy se atreven a ha- blar de principios morales cuando la inmoralidad ha sido su historia y es su herencia.

Y cayó, ése es su pecado, en ser juez y parte, como úl- tima forma, a su criterio, de terminar con una situación de caos. Y actuó, a todo riesgo y responsabilidad, ese es su mérito, procurando devolver la paz y la seguridad con una represión, necesaria, cuyo es- tilo puede y debe ser tildado de cruel y desesperado, como entendiendo que fuera la ú- nica respuesta posible al salva- jismo desatado. Porque no era nuestro caso el de enfrenta- miento civilizado de ideas si- no, claramente, el intento de una minoría para dominar a un pueblo entero, aprovechando su cansancio y su descrei- miento ante los errores de sus dirigentes.

"Los argentinos no imagi- namos para nuestro país la posibilidad de un Auschwitz o de un Nüremberg. Queremos, realmente, el ejercicio pleno de la democracia, sin hipocre- sias que la falsean y destruy- en. Y queremos ser nosotros mismos los que aportemos so- luciones a nuestras cosas a la par de ser ejemplo, con lo malo o con lo bueno que hi- cimos o somos, para otros pueblos que viven livianamen- te una etapa en la evolución del mundo que habrá de mar- car su aniquilación en caso de ser desiquilibrados, cegatos o desentendidos.

"Rechazamos toda vejación de cualquier tipo y de cual- quier grado a un ser huma- no por reo de culpa que sea. Y no admitimos ni un solo abuso de autoridad de cual- quier tipo. Al gobierno ar- gentino, que no ha recibido cheque en blanco alguno de nuestra parte, lo urgimos a que continúe avanzando hacia el pleno imperio de la ley. A los terroristas agazapados, de metrallera o de escritorio, activistas o ideólogos, les mos- tramos las columnas de los que lloran sus caídos en esta guerra, para recordarles que la furia de la represión nace de la criminalidad y el salva- jismo de quienes buscan, por el método del arrasamiento de un sistema que consideran injusto, la imposición de otro sistema de vida y de ser, asentado en la muerte y en la esclavitud.

"Y a la CIDH, que tiene ahora la ocasión de conocer- nos mejor, y de hacer el regis- tro de hechos penosos que somos los primeros en lamen- tar, le pedimos que investi- guen en las patrias de cada uno de sus miembros para determinar si en una sola de ellas existe tanta vocación de dignidad, libertad y democra- cia como en la comunidad ar- gentina, que no acepta estar sentada en ningún banquillo de acusado".

Con Menéndez en Córdoba

Córdoba — Por espacio de dos horas y media los miem- bros de la CIDH, doctores Luis Tinoco Castro — Carlos Alber- to Dunshee de Abranches, conversaron con el mandante del III Cuerpo de Ejército, general Luciano Benjamín Me- néndez. Antes de que se reti- raran del Comando los miem- bros de la comisión, arribaron al lugar el gobernador de la provincia, general Adolfo Sig- nacionalidad o religión tie- nen actualmente sus dere- chos igualmente garantiza-

dos". Añade que "un poder judicial independiente está hoy encargado de velar por el respeto de los derechos hu- manos", y que el 24 de mar- zo de 1976 "se cerró un pe- ríodo de inmoralidad y desin- tegración social que obligó a las Fuerzas Armadas a asu- mir el gobierno para evitar la completa destrucción de la República". Tras historiar la guerrilla y sus secuelas, seña- la finalmente la "falta de re- sponsabilidad" de agrupacio- nes políticas que "se asocian a la orquestada difamación que proviene del exterior". wald, que esta mañana retor- nó de Buenos Aires; el minis- tro de Gobierno, Oscar Aristi- des Jouan, y el jefe de polic- ía, Rodolfo Anibal Campos. Los doctores Tinoco Castro y Dunshee de Abranches tienen previsto para esta tarde una visita al gobernador, general Sigwald.

PROFUNDAMENTE DEL JURISTA ORDÓÑEZ

"Yo debo creer lo que dice un hombre de la importancia del hasta hace poco embajador norteamericano en las Naciones Unidas, Andrew Young, cuando declaró públicamente, sin haber sido negado, que en Estados Unidos no hay cientos, sino miles de presos políticos", declaró el doctor Manuel V. Ordóñez, durante una entrevista difundida por televi- sión. Agregó que en Europa se sabe que "el único lugar donde tuvo éxito la lucha contra la subversión es en la Ar- gentina" y que existe conciencia en el mundo de que "las críticas a nuestro país no son objetivas y que muchas son absolutamente injustas". Sobre la guerrilla dijo que "es un movimiento universal: Hay que oír hablar a los colombia- nos del auge de la violencia, o a los venezolanos —enfaticó—, y, por supuesto, a los norte- americanos, ya que el auge de la violencia también existe en Estados Unidos". Afirmó, ade- más el conocido jurista, que el gobierno militar argentino "tuvo consenso general para defendernos" y que teníamos en Trelew detenidos a unos "600 guerrilleros, a los que se amnistió y después reincidie- ron, lo que es consecuencia de lo que pasó".

La Comisión habla con Menéndez

CORDOBA (De nuestra agencia). — Integrantes de la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos que se encuentran en esta capital — y que mañana se proponen conversar con el gobernador de la provincia, general (RE) Adolfo Sigwald, y con el comandante del Tercer Cuerpo de Ejército,

general Luciano Benjamín Menéndez — reiteraron que el dictamen acerca de su cometido en nuestro país deberá ser aprobado por la Asamblea de la OEA, pero seguramente no habrá tiempo para que ello ocurra en la próxima reunión del organismo que se realizará en La Paz (Bolivia).

El doctor Luis Tinoco Castro (Costa Rica) — quien se encuentra en Córdoba juntamente con el doctor Carlos Alberto Dunshee de Abranches (Brasil) y los asesores Robert Norris (Estados Unidos) y Yolie de Toro (Nicaragua) — dijo en diálogo periodístico que "en Córdoba estamos desarrollan-

do el programa normal que empleamos en Buenos Aires. Es decir, estamos abiertos a todas las solicitudes de entrevistas, tanto de dirigentes sectoriales como de personas que tengan algo que solicitar, y nosotros, con espíritu amplio, intentaremos y trataremos de conocer objetivamente todo lo que se quiera que conozcamos".

Reiteró que la actividad "se viene cumpliendo muy bien, porque el gobierno argentino ha sido muy amplio. Nos ha ofrecido toda clase de posibilidades. Hemos hablado con dirigentes, con intelectuales, como el escritor Ernesto Sábato, en fin, hemos hecho todo lo que teníamos que hacer".

Consultado el doctor Tinoco Castro sobre el tiempo que habrá de tardar en conocerse el dictamen, precisó que "este es un problema que tendremos que resolver en nuestro próximo regreso a Buenos Aires. Normalmente — afirmó — el dictamen o informe se presenta. Se hace una evaluación que toma uno o dos meses, pero es posible que haya un intercambio de ideas preliminares. Entonces se re-

solverá qué procede. Pero considero que en este caso se obraría con más rapidez".

Admitió también que el dictamen final debe ser aprobado por la Asamblea de la OEA, pero que no habrá tiempo para que ello ocurra en la próxima reunión por cumplirse en La Paz. "Por eso — señaló — el informe final que se elabore sobre la Argentina deberá ser amplio".

Anticipó el doctor Tinoco Castro que la labor en Córdoba se prolongaría seguramente hasta el sábado próximo, en tanto que el doctor Dunshee de Abranches exteriorizó la satisfacción de los funcionarios de la OEA por la atención recibida del gobierno argentino.

Ayer por la mañana, a partir de las 11 y hasta las 16, los integrantes del grupo de trabajo de la OEA

visitaron la cárcel penitenciaria, establecimiento de detención de personas ya condenadas por la justicia, ubicado en el barrio San Martín a unas treinta cuadras del centro de esta ciudad.

Allí, los miembros de la CIDH fueron recibidos por el secretario de Seguridad de la provincia, comodoro Oscar Bonanelino.

La visita, como dijimos, se prolongó hasta las 16 horas. Para mañana antes del mediodía no se prevé la continuidad de la recepción de testimonios de particulares e instituciones, ya que los miembros de la CIDH habrán de analizar las cuestiones que presentarán a las autoridades durante las visitas por cumplir en la tarde.

HERALD

14-9-79

7

Washington outlook

14.9.79 SAM

Ostriches cannot prosper

by Mario del Carril

THE VISIT of the Inter-American Commission on Human Rights raises local and hemispheric issues and presents a moral and political opportunity to Argentine authorities.

According to press reports, some Argentines, both military and civilian, oppose the visit on the grounds that it violates national sovereignty. This belief is incorrect.

From a formal point of view Argentina is represented by the Inter-American Commission on Human Rights as are all the states in the OAS. Argentina participated in the recent election of the commissions and the commission comes to the country at the invitation of the government.

On a matter of substance it has been argued that the invitation is the result of international pressure. Concern would be a better word. The visit can be considered a delayed response to international reactions to reported violations of human rights in Argentina.

The commission was first invited in the winter of 1978 before President Videla and Vice-president Mondale met in Rome. The invitation was vague and it appeared to limit the range of the commission's activities. Clarifications were sought and some negotiations took place.

It was after Videla and Mondale met in Rome that the Argentine foreign ministry stated that the commission's visit would take place according to the usual regulations and procedures. A date was set for the visit: May 28.

Did Mondale pressure Videla on the invitation? Mondale did speak about violations of human rights in Argentina, but it is not known whether he insisted on the visit of the commission. In any case he did not come up with the idea; it was already in the works.

Alejandro Orfila, Secretary General of the Organization of American States, was also in Rome for the Pope's funeral. The impression exists in this city that Orfila brought Videla and Mondale together in Rome, and saw that no obstacles be placed to the commission's visit to Argentina.

Orfila's influence was also mentioned when the commission's scheduled visit for May 28 was postponed. But according to knowledgeable sources Orfila had little to do with the postponement, though reportedly he was pleased.

The secretary general of the Organization of American States is in a delicate position. In October he is up for reelection for a new five-year term. So far his

opposition is weak, but to be reelected Orfila must keep in the good graces of Latin American democracies without losing the support of the military government of Argentina.

In this balancing act the visit of the commission can be considered Orfila's balancing pole. He can sway to the left by being seen as instrumental in having the commission invited to Argentina, and then sway to the right by being seen as having delayed the commission's visit.

Orfila is a Latin incarnation of a Mid-Western booster; in this he nicely complements the more refined ethos of the current economic team at just the right position. It would be sheer folly for this government to undermine Orfila's chances to be reelected because he might have unwittingly counseled President Videla to face the most important moral and political issue of his presidency.

By inviting the Inter-American Commission on Human Rights, Argentine authorities have gone from a policy of ignoring evil to a policy of admitting no wrong-doing. The next step is the hardest and most valuable: admitting steps and making amends. If taken successfully such a step will provide an ethical basis, not just a rhetorical formula, for what is now called "the process."

From abroad one gets the impression that the military believe that metaphors such as "a dirty war" or documented accusations that the terrorists "were worse" somehow do away with the government's responsibility to provide an accounting of those who have disappeared during its rule.

That is not true. Argentina, despite a forty-year history of interrupted military rule, is by nature an open society. The military itself, in its own inimitable way, is organized into a set of deliberative bodies. In such a social-military environment, ostriches do not prosper.

Some of the methods used in the fight against terrorism were mistaken. All persons victimized by mistaken methods were wronged and so were their families and friends. To make the public acknowledgement of this fact compatible with the legitimacy of the "process", and the evident justice of the fight against terrorism, is the moral and political challenge facing this government.

So far the government has been ducking the issue. No doubt it is a difficult and corrosive issue, but if not faced and overcome, it will erode the consensus on which even military governments stand.

Primatesta con la CIDH

L.N.

Y su viaje a Roma

El presidente de la Conferencia Episcopal Argentina, cardenal Raúl Primatesta, partió ayer a las 17 para Roma, con el mismo fin con el que han viajado allá en los últimos días otros arzobispos y obispos argentinos (a los que se sumará hoy el obispo de San Martín, monseñor Manuel Menéndez). El motivo es realizar la visita "ad limina" que cada cinco años cada obispo debe efectuar al Romano Pontífice para dar cuenta de la marcha de su diócesis.

Poco antes de su viaje, el miércoles último, el cardenal Primatesta recibió en la vieja casa de Paraguay 1867, que es sede de la Conferencia, a una delegación de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). Esta le había solicitado una entrevista en su carácter de titular del Episcopado, a la que accedió "teniendo en cuenta la decisión adoptada por el gobierno". El diálogo se prolongó algo más de una hora y cuarto, y contó con la participación, además de cuatro integrantes de la comisión, de monseñor Carlos Galán, secretario general del Episcopado, y de monseñor Arnaldo Canale, obispo auxiliar de Buenos Aires.

Como era de esperar, sobre el fondo de la conversación se mantuvo una delicada reserva, natural en una institución que por su misma naturaleza debe estar lejos de buscar una exteriorización política, aunque muestre una real preocupación por las secuelas que ha dejado en nuestro país la guerra originada por quienes sembraron "con violencia y odio", como dice un documento episcopal, la subversión. Se comentó, en escueta síntesis, "la situación general del país y la actividad que ha venido cumpliendo la Iglesia en los últimos años".

Varios documentos señalaron, en ese período, "el violento embate del terrorismo y de una subversión organizada, a la cual instrumentaron en muchos casos ideologías de distinto signo, principalmente de origen marxista, todas ellas contrarias al ser cristiano de nuestra Nación".

Manifestaron asimismo su comprensión por la difícil empresa que significa "custodiar el bien común,

herido por una guerrilla terrorista que ha violado constantemente la más elemental convivencia humana", y, por tanto, los mismos derechos de la persona humana. Al mismo tiempo, como ocurrió en la declaración emitida en mayo de 1977, denunciaron las desapariciones y secuestros sin explicación que parecían indicar que "el gobierno no ha logrado aún el uso exclusivo de la fuerza", o las detenciones sin especificar a los detenidos la causa de su prisión.

La discreción proverbial

Quienes conozcan los medios eclesiológicos podrán atestiguar que el caudal de información reunida en esta materia por la Iglesia es grande, debido a la confianza que su discreción inspira, y a la resonancia que su palabra, expresada en entrevistas privadas que en declaraciones altisonantes, tiene en todos los sectores de gravitación en la vida nacional.

"La Iglesia tiene suficiente autoridad moral como para presentar los problemas a quien corresponda y reflejar una situación. Eso se hizo y se seguirá haciendo siempre", dijo el cardenal Primatesta. Simultáneamente, refiriéndose a diversas situaciones existentes en el continente, el ex obispo de Avellaneda y actual secretario del Consejo Episcopal Latinoamericano (CELAM), monseñor Antonio Quarracino, expresó en Oviedo (España) que en la Argentina "las relaciones Iglesia-Estado «son aceptables» y que la Iglesia dispone de libertad para exponer sus criterios".

Primatesta dijo que no se había conversado sobre nuevos contactos de la Comisión con el Episcopado. Puede asegurarse también que la delegación interamericana no buscó contactos formales con el representante papal y que la sede de la nunciatura no fue visitada por ninguno de sus integrantes.

En los planos

universal y nacional

En este sentido, si bien para la Iglesia Católica, que en su mismo nombre revela su índole universal, los derechos de las personas y sus violaciones están más allá de los límites geopolíticos (tanto preocupación puede mostrar por el genocidio en Camboya como por las si-

tuaciones originadas por la guerra en el Líbano o en Irlanda, aunque estén lejos de la sede papal), suele dejar librado a las autoridades eclesiológicas locales el intervenir en las cuestiones que tocan más directamente la vida de un país o de una región. Así como el episcopado argentino debió abocarse desde hace varios años a serenar pasiones y sugerir vías de solución a las situaciones de violencia desatadas, en otro lugar del globo en el que la irrupción de la violencia ha sido más tardía, la Conferencia Episcopal Alemana emitió sólo en mayo de 1978 un documento titulado "¿De dónde procede el terrorismo?". En uno de sus párrafos dijo: "Existen entre nosotros hombres que han sido capaces de realizar actos que hace unos pocos años no habríamos podido atribuirles y de los que ellos mismos no se habrían creído culpables".

Cabe destacar que con anterioridad a la entrevista mencionada, algunos obispos hicieron conocer opiniones personales, en las que formularon reparos a la venida de una comisión interamericana. Monseñor Derisi deploró que se limite la violación de los derechos humanos a la cárcel y la tortura. Recordó que en Estados Unidos ha habido en un año un millón de abortos legitimados por la ley, a los que calificó de "asesinatos calificados". Otras declaraciones de similar tenor efectuaron los monseñores Laise, Bolatti y Sansierra, en tanto otros obispos prefirieron al parecer remitirse a lo que declaren las autoridades de la Conferencia Episcopal.

El cardenal Primatesta consideró prematuro hacer una evaluación de los resultados de la visita de los representantes de la Organización de Estados Americanos, sin haber podido reunirse antes con los otros integrantes de la comisión ejecutiva del Episcopado, monseñor Vicente Zazpe, arzobispo de Santa Fe, actualmente en Europa, y monseñor Jorge López, quien se encuentra en la sede de su arquidiócesis, Corrientes. "En mi calidad de presidente del Episcopado no tengo autoridad para verter mi opinión personal —aclaró— sino que tengo que reflejar la conducta que ha asumido la Iglesia en todos los problemas que puedan agitar a nuestra patria".

A su vez, el ministro de Justicia y el secretario de la CIDH, en una reunión de trabajo, se comprometieron a trabajar en conjunto para la solución de los problemas que se plantean en el país.

El ministro de Justicia, al ser preguntado sobre la posición de la CIDH, dijo que no se trata de un organismo que se pueda desconfiar, sino que es un organismo que debe ser conocido y que su función es la de promover el respeto de la vida y nuestro comportamiento institucional".

Explicó asimismo que "nadie puede desconocer que esta disfrazada justicia continental sólo ha dado por resultado fallos inapelables, que han desprestado a países enteros, los que no tienen ninguna posibilidad de recuperar su crédito y su fama perdidos", recalcando que la CIDH "sólo ha servido de instrumento para aumentar la difamación del marxismo infiltrado en las agencias internacionales de noticias, los diarios, radios y estaciones de televisión de América y Europa".

Por otro lado, la Asociación de Industriales Metalúrgicos de Rosario, manifestó su "incompleta adhesión al Estado de Derecho y a la plena vigencia de las garantías individuales en materia de seguridad de las personas", pero expresó su "enérgico repudio a quienes pretenden mostrar al mundo una Argentina convertida en un campo de concentración".

Por último, la Cámara Argentina de Anunciantes, informó que se puso "a entera disposición de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos para mantener una entrevista a los efectos que motivan su presencia en nuestro país".

Satisfacción por la libertad de acción

Ayer, en tanto el vocero oficial de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, su secretario ejecutivo, el doctor Edmundo Vargas Carreño agradecía a las autoridades nacionales, provinciales y al pueblo argentino, "por las amplias facilidades que brindan al organismo para el desarrollo de su actividad", a su alrededor comenzaba a percibirse el efecto de esta presencia en la Argentina.

Fue una jornada muy compleja y se apreció de todo. Es decir, desde expectativas normales hasta irritaciones extremas, desde pedidos de resultados hasta choques de posiciones, a través de figuras políticas, de ex funcionarios de buena memoria y de organismos gravitantes en el país.

Algo tan explosivo como las declaraciones que poco antes había emitido el vicepresidente del Partido Justicialista, Deolindo F. Bittel, fue la respuesta que recibió por medio de un documento firmado por el ex juez Víctor Guerrero Laconte, quien se refirió "a las torturas institucionalizadas durante el gobierno que finalizó en setiembre de 1955".

Después de reseñar tristes casos en los perdieron la vida varias personas durante los gobiernos peronistas, el doctor Guerrero Laconte, quien actuó en el Tribunal Federal a partir de 1976, expresó: "La paz que hoy se advierte entre los argentinos sólo ha sido posible gracias a aquellos que dieron la vida por conseguirla. Y el pueblo no hubiese podido andar libremente por las calles como recientemente lo ha hecho, sin temor a bombas, incendios o muertes alevosas, escondidas en cada esquina. Es ello lo que hay que contabilizar".

La Sociedad Rural Argentina, en otro comunicado, señaló la violencia que vivió el país, entre 1972 y 1976, y destacó "la desvergüenza de algunos de los principales culpables de esos hechos, visible en las manifestaciones que hicieron en los últimos días". Ante ello opuso su posición, "que es la de contribuir al conocimiento de la verdad de lo ocurrido, en todo lo que



Vargas Carreño, secretario ejecutivo de la CIDH

pueda interesarle a la Comisión de Derechos Humanos que nos visita".

La Asociación de Confederaciones Rurales Argentinas, a su vez, solicitó una entrevista con la Comisión, "con el fin de tratar un tema de interés común, para sus miembros y para más de 200 sociedades nucleadas en 8 confederaciones regionales".

"Deseamos que los directivos colaboraran en la campaña de esclarecimiento, señalando la situación antes vivida y la que ahora se vive, frente a irracionalizadas campañas de difamación contra el país, orquestadas desde el exterior".

Por su parte el ministro de Gobierno de la Provincia, doctor Gualberto Mostajo afirmó "me he llevado una magnífica impresión acerca de la unidad penal de Magdalena, en cuanto a su organización y la forma en que se encuentran allí los dos detenidos".

Agregó el doctor Mostajo "advertí además con toda claridad que no estaba preparada para recibir visitas alguna, sino que estaba como habitualmente puede encontrarse una cárcel y no con olor a pintura. Mostajo, que se reunió con Francisco Bertrand Galindo y Thomas Farer, agregó que les ofreció toda colaboración que necesitara".

Industriales Metalúrgicos

ROSARIO, 13 (De nuestro corresponsal). — La Asociación de Industriales Metalúrgicos de esta ciudad manifestó su "incommovible adhesión al estado de derecho y a la plena vigencia de las garantías constitucionales en materia de seguridad de las personas", pero expresó al mismo tiempo su "enérgico repudio" a quienes "pretenden mostrar al mundo una Argentina convertida en un gigantesco campo de concentración".

◆ "MONOPOLIO DE LA FUERZA"

En un documento difundido hoy con motivo de la visita al país de la Comisión In-

teramericana de los derechos Humanos (CIDH), expresan los industriales rosarinos su convencimiento de que "el monopolio del ejercicio de la fuerza debe ejercerlo el Estado" y que "los delincuentes deben ser puestos en manos de la justicia para aplicarles el rigor que corresponda".

Auguran además a los miembros de la CIDH que "logran captar plenamente la realidad sin falsos preconceptos", aunque señalan que algunos de "nuestros distinguidos visitantes" provienen de países que "mucho tendrían que aprender del ejemplo de la sociedad argentina a lo largo de la historia".

Cronica 14-9-79

Conversaron con unos 40 "Presos Especiales"

En la Cárcel de Córdoba

CORDOBA, 13 (De nuestro corresponsal). — Durante más de cinco horas dos miembros de la Comisión Interamericana de Derechos del Hombre, y un abogado asesor, permanecieron en el instituto penal local conversaron con detenidos y al abandonar el lugar, uno de ellos, Luis Tinoco Castro, de Costa Rica, declaró que la labor se cumplió de acuerdo con lo previsto "porque el gobierno argentino ha sido muy amplio y nos ha ofrecido toda clase de posibilidades".

El otro miembro de la CIDH es el brasileño Carlos Dunshee de Abranches, en tanto que el asesor es el abogado norteamericano Robert Norris. Llegaron al penal a las 10,50 y lo abandonaron a las 16,10. Los recibió en el acceso principal de la cárcel el secretario de Seguridad de la Provincia, comodoro Oscar Bonangelmo, acompañado por el director del instituto, alcalde mayor Eduardo A. Laciari.

◆ BIEN IMPRESIONADOS

Los visitantes efectuaron primeramente una recorrida por las distintas dependencias del penal, manifestándose bien impresionados en los sectores reservados para las visitas íntimas.

En oficinas preparadas especialmente al efecto conversaron en grupos de seis,

con detenidos cuya lista proporcionaron. El doctor Tinoco conversó con detenidos del sexo femenino y el doctor Dunshee de Abranches lo hizo con varones. En total, según trascendió, participaron en estas conversaciones unas 40 personas, denominadas "presos especiales", a disposición del Poder Ejecutivo Nacional algunos, y aguardando sentencia en los tribunales federales de la provincia, otros.

De regreso al hotel donde se alojan, los miembros de la CIDH recibieron a representantes de distintos sectores políticos, ex legisladores, del Colegio de Abogados de Córdoba y a dirigentes del Partido Comunista, quienes les presentaron un memorial.

Los doctores Tinoco y Dunshee de Abranches tenían previsto visitar hoy al gobernador de la provincia, general Adolfo Sigwald; al comandante en jefe del Tercer Cuerpo de Ejército, general Luciano Benjamín Menéndez, y al rector de la Universidad, pero poco después del mediodía se informó que tales audiencias habían sido postergadas para mañana.

Según la información disponible, la delegación de la CIDH finaliza mañana su labor aquí, pero aun no se ha confirmado si regresarán a la Capital Federal, o proseguirán viaje hacia Tucumán. A su llegada a esta capital, en

la víspera, los recibió el ministro de gobierno, coronel Oscar Jouan, quien les ofreció la más amplia colaboración en nombre del gobierno provincial.

14/9/79

4

Army investigation

Action on torture case

AN ARMY investigation into the torture of a 25-year-old Rosario student who was taken from his home on August 22, by men who identified themselves as members of the Second Regional Unit of the Santa Fe police has been ordered, the father of the student said yesterday.

An investigation into the torture charges has also been ordered by the chief of the provincial police, who has taken a special interest in the case.

Sergio Hugo Schilman, who suffered a heart attack on August 30 and is now under intensive care at the Cami Clinic in Rosario, was admitted to the clinic on August 28 with injuries on his thorax, abdomen, penis and armpits, according to the hospital's admission sheet.

The student's father, Rodolfo Schilman, filed a writ of habeas corpus after his son was taken away on August 22 and was told the following day that his son was under arrest charged with infringing the law banning political activities.

Sergio Hugo Schilman appeared before Judge Carrillo Avila on August 25 and told the judge that he had been threatened with death if he denounced the fact that he had been tortured. He was released on bail on August 28 and his doctor advised that he be immediately put under intensive care at the Cami

Clinic, where he suffered a heart attack on August 28.

On September 3 the student's father, together with a lawyer, was received at the Army High Command in Buenos Aires by the aide-de-camp of Army Commander-in-Chief, General Roberto Viola, who promised that General Viola would be informed of the case that same afternoon.

On August 31 Judge Rafael Carrillo Avila ruled that only the Second Army Corps

Command could investigate the torture charges as Sergio Hugo Schilman was being held at its disposition between August 22 and 24, when he was allegedly tortured.

The army has now ordered an investigation into the case, his father said. In a statement to the press yesterday the father asked for a "serious investigation" so that "the youth of Argentina can see, through the punishment of Sergio Hugo's torturers, that an era of peace, calm and security is opening up".

ARGENTINA IN BRIEF

THE Inter-American Human Rights Commission of the OAS yesterday split up into two groups, one of which went to Trelew, in Chubut, and the other to La Plata, the capital of Buenos Aires province. The group which went to Chubut to visit the Rawson jail was headed by Commission president Andres Aguilar, while the one which went to La Plata was made up by Commission members Thomas Farer, Francisco Bertrand Galindo and Commission secretary Edmundo Vargas Carreño. In Córdoba, a Commission lawyer, Robert Norris, took pictures of two men photographing relatives of missing people queueing outside the Crillon hotel to denounce disappearances to the Commission. The lawyer then demanded the photographers to identify themselves, although details of the conversation were not made public. Today the Commission will interview former presidential candidate Francisco Manrique. (NA)

THE Argentine Meat Producers Corporation (CAP) is now in the process of being wound up and most of its assets are in the process of being sold. CAP officials yesterday said that its packing houses at Rosario and Yuqueri in the province of Entre Rios would be handed over to private hands on May 25 and June 15. They added that this would be the result of a sale through the calling of tenders and that the plants would be sold "in working order." (NA)

PRESIDENT Jorge Rafael Videla was yesterday informed of the progress made with the drawing up of the 1980 national budget. Economy Minister José Alfredo Martínez de Hoz talked to

the President concerning the matter after he had held a meeting with the members of the economy team. Although the budget only concerns the national administration, it is complemented with the provincial budgets, that of the Buenos Aires municipality, and state-owned entities. Efforts are being made to approve the budget as soon as possible and not incur in the delay which accompanied the previous budget. This was only submitted to the president on January 29, and made law on April 20, 1979, four months late. (NA)

5
BAIT 14-9-77
No one yet saved by habeas corpus'

Supreme Court asked to probe disappearances

SINCE the Supreme Court called upon the government to take steps to ensure that judges probe and clarify cases of disappearances, "Not a single human being has been saved by a habeas corpus." This was stated in a petition handed to the Supreme Court yesterday calling upon the justices to take action to end disappearances and to trace missing people in Argentina.

The petition also charged that the government had ignored a Supreme Court pronouncement calling for an investigation into the disappearances and the removal of obstacles which prevent judges from getting results from habeas corpus writs.

It also criticized the law promulgated on Thursday which makes it possible for relatives of disappeared people to declare them presumed dead. The petition said that far from leading to any investigation of disappearances the new law gave the state the faculty to declare dead anyone whose disappearance had been denounced.

(A government source explained last night that the clause in the new law allowing the State, through the fiscal, to declare a missing person presumed dead was to protect the rights of minors. Many children had been left orphans as a result of the violence of the past five years and the state had a responsibility to act on their behalf, said the source.)

Yesterday's appeal, sponsored by 37 leading lawyers, including the Bishop of Neuquén, Monsignor Jaime de Nevares, who also has a law degree, was presented in the name of Mrs Ana Maria Pérez de Smith, widow of light and power workers union secretary general Oscar Smith, who disappeared after being kidnapped during a strike in February 1977.

An earlier petition — the second of three that have now been presented in the name of Ana Maria Pérez de Smith and others —

resulted in a landmark pronouncement from the Supreme Court. In a pronouncement made on December 21 last year, the court called upon the government to take the necessary steps to allow judges to investigate disappearances and end a situation which appeared to amount to "privation of justice."

The new presentation, on behalf of relatives of 752 people who have disappeared, cites de justices earlier statements and says that the government has done nothing to comply with them.

The petitioners say that they have never received any explanation and quote the Army Commander-in-Chief, General Roberto Viola, who in a speech

on May 29 talked about "those who are absent for ever" adding that no explanation could be demanded where there was none.

The petition goes on to cite instances of harassment of human rights organizations — the seizure of lists of 5,581 disappeared people being printed in a printshop and the confiscation of documents from human rights organizations by a judge, who was not acting on the orders of the Supreme Court to probe disappearances, but to investigate supposed false testimony given by someone who presented a habeas corpus.

It also points out that there were eleven new cases of disappearances between August 3 and September 3.

Chile: Children to stay with foster parents

Santiago

TWO Uruguayan children, who were abandoned in Valparaíso after their parents disappeared following an armed raid on their house in San Martín, Buenos Aires, will stay in Chile and be adopted by their foster parents.

The children, traced after they were recognized in a photograph published in a human rights magazine, will stay with Luis Larrabeiti and his wife Silvia, a professional couple who are unable to have children of their own. The Larrabeiti's — he is a dentist and she is a kindergarten teacher — were in the final stages of adopting Ana and Boris Julien Grisona and his wife Eva Lucia, aged seven and four, when they were traced through the Red Cross.

The paternal grandmother, María Angélica Cáceres de Julien, agreed upon the adoption but insisted that the children maintain their real names, that she should have access to them and that the possibility of their real parents appearing be taken into consideration.

"I think that in the final instance the love that we feel for the children and the grandmother's love for her grandchildren overcame all other considerations," said Larrabeiti.

The children will spend some holidays in Montevideo with their grandmother. Alternately she will travel to Valparaíso.

Washington outlook

Ostriches cannot prosper

by Mario del Carril

THE VISIT of the Inter-American Commission on Human Rights raises local and hemispheric issues and presents a moral and political opportunity to Argentine authorities.

According to press reports, some Argentines, both military and civilian, oppose the visit on the grounds that it violates national sovereignty. This belief is incorrect.

From a formal point of view Argentina is represented by the Inter-American Commission on Human Rights as are all the states in the OAS. Argentina participated in the recent election of the commission and the commission comes to the country at the invitation of the government.

On a matter of substance it has been argued that the invitation is the result of international pressure. Concern would be a better word. The visit can be considered a delayed response to international reactions to reported violations of human rights in Argentina.

The commission was first invited in the winter of 1978 before President Videla and Vice-president Mondale met in Rome. The invitation was vague and it appeared to limit the range of the commission's activities. Clarifications were sought and some negotiations took place.

It was after Videla and Mondale met in Rome that the Argentine foreign ministry stated that the commission's visit would take place according to the usual regulations and procedures. A date was set for the visit: May 28.

Did Mondale pressure Videla on the invitation? Mondale did speak about violations of human rights in Argentina, but it is not known whether he insisted on the visit of the commission. In any case he did not come up with the idea; it was already in the works.

Alejandro Orfila, Secretary General of the Organization of American States, was also in Rome for the Pope's funeral. The impression exists in this city that Orfila brought Videla and Mondale together in Rome, and saw that no obstacles be placed to the commission's visit to Argentina.

Orfila's influence was also mentioned when the commission's scheduled visit for May 28 was postponed. But according to knowledgeable sources Orfila had little to do with the postponement, though reportedly he was pleased.

The secretary general of the Organization of American States is in a delicate position. In October he is for reelection for a new five-year term. So far his

opposition is weak, but to be reelected Orfila must keep in the good graces of Latin American democracies without losing the support of the military government of Argentina.

In this balancing act the visit of the commission can be considered Orfila's balancing pole. He can sway to the left by being seen as instrumental in having the commission invited to Argentina, and then sway to the right by being seen as having delayed the commission's visit.

Orfila is a Latin incarnation of a Mid-Western booster; in this he nicely complements the more refined ethos of the current economic team at just the right position. It would be sheer folly for this government to undermine Orfila's chances to be reelected because he might have unwittingly counseled President Videla to face the most important moral and political issue of his presidency.

By inviting the Inter-American Commission on Human Rights, Argentine authorities have gone from a policy of ignoring evil to a policy of admitting no wrong-doing. The next step is the hardest and most valuable: admitting wrongs and making amends. If taken successfully such a step will provide an ethical basis, not just a rhetorical formula, for what is now called "the process."

From abroad one gets the impression that the military believe that metaphors such as "a dirty war" or documented accusations that the terrorists "were worse" somehow do away with the government's responsibility to provide an accounting of those who have disappeared during its rule.

That is not true. Argentina, despite a forty-year history of interrupted military rule, is by nature an open society. The military itself, in its own inimitable way, is organized into a set of deliberative bodies. In such a social-military environment, ostriches do not prosper.

Some of the methods used in the fight against terrorism were mistaken. All persons victimized by mistaken methods were wronged and so were their families and friends. To make the public acknowledgement of this fact compatible with the legitimacy of the "process", and the evident justice of the fight against terrorism, is the moral and political challenge facing this government.

So far the government has been ducking the issue. No doubt it is a difficult and corrosive issue, but if not faced and overcome, it will erode the consensus on which even military governments stand.

BAH. 14-9-79

LET FROM
IT - YSB
SUMMOO